

Editorial: Le Forum Social Mondial de Porto Alegre pour un monde solidaire, le Forum de Davos appelle à plus de mondialisation libérale

Taoufik Ben Abdallah *

Décidément l'événement majeur du mois de janvier n'a pas été le Forum économique de Davos, mais le Forum Social Mondial de Porto Alegre. La mobilisation des médias a été sans précédent pour une rencontre organisée par des mouvements sociaux. Ce qui indique un intérêt certain de la part des opinions publiques pour un autre discours sur la mondialisation que celui, souvent triomphaliste des organisateurs de Davos. Mais le chemin parcouru pour parvenir à cette crédibilité et à être entendu a été long. Qu'on se rappelle la mobilisation lors de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC à Seattle, les manifestations de Washington, de Prague etc..., et de la répression policière dont ont fait l'objet à chaque fois, les manifestants... Le monde des décideurs politiques et économiques a été sorti de sa torpeur et a découvert, à chaque fois des forces plus organisées, plus décidées. Ils ont découvert des forces porteuses d'une approche qui ne peut plus être ignorée ni par les politiques qui s'étaient noyés dans la « douce musique » de la globalisation, ni par les responsables des grandes compagnies qui croyaient être définitivement à l'abri d'une remise en cause d'un système qui fonctionne à leur profit.

Le contexte, en effet, a totalement changé. La nouvelle économie bat de l'aile, et l'évolution du Nasdaq n'était plus aussi rassurante, rappelant brutalement à l'ordre ceux qui voulaient profiter de l'euphorie d'un moment et ignorer que l'économie réelle n'est pas morte. Mais ce ne sont pas les études et de rapports qui ont manqué, montrant que la libéralisation commerciale, et la globalisation financière n'ont pas produit les effets escomptés sur la réduction de la pauvreté, et que les disparités n'ont jamais été aussi grandes entre les enrichis de l'économie globale, et les pauvres toujours aussi déconnectés de cette économie et toujours plus nombreux à être exclus des biens les plus élémentaires. Pourtant, cela n'a pas empêché la myopie des « Grands » de continuer à sévir.

La Banque Mondiale, le FMI, l'OMC, l'OCDE et même les Nations Unies n'ont jamais été aussi prolifiques en rapports divers pour mettre en exergue les effets de la libéralisation commerciale et de la globalisation financière. On pouvait même assimiler cette production de rapports des principales institutions financières et commerciales à une offensive globale pour convaincre, qu'elle que soit la réalité des disparités et de l'exclusion dans le monde, qu'il n'y a pas

d'alternative à cette mondialisation là, et que nous devons tous rêver dans la même direction, et en définitive accepter le sort qui nous est réservé.

Ce n'est certainement pas un hasard si le thème du Forum de Davos a porté cette année sur les inégalités dans le monde. Mais on peut s'interroger pour savoir si ce choix est dû à une prise de conscience que la pauvreté dans le monde menace la survie du système, ou simplement pour montrer que les plus puissants de la planète sont capables d'être charitables et d'être à l'écoute des misérables. Beaucoup à Porto Alegre ont pensé que cet intérêt subite aux inégalités et aux questions sociales par les « Grands » de ce monde n'est qu'une tentative de prévenir les colères des mouvements sociaux.

Le « dialogue » télévisé organisé entre Davos et Porto Alegre a été en réalité un non dialogue, tant les conceptions des rapports humains et des rapports économiques étaient différentes. Ce qui restera de ce face à face sera sans doute l'attitude de Soros, financier américain, devant la représentante des mères de la place de mai (Argentine), et son ignorance du nombre d'enfants victimes de la misère et de la maladie sur la planète. L'attitude de Soros a dévoilé l'incompréhension de ceux qu'il représente face au désarroi dans lequel se trouve une partie de l'humanité. Ce n'est sûrement pas son acceptation personnelle de la taxe Tobin, évoquée par un membre d'Attac qui modifiera la perception que les participants de Porto Alegre ont eu de ce débat télévisé.

Porto Alegre, malgré l'absence d'une déclaration finale, a laissé une image de mouvements sociaux prenant de plus en plus la mesure des rapports de force dans le monde, maîtrisant la communication, et proposant un modèle fondé sur la solidarité. A un marché globalisé et hégémonique, ils ont

proposé une société où l'économie n'est pas une fin en soi mais au service de l'homme. Le Forum aura été un concentré de toutes les idées agitées à travers le monde par les diverses composantes de la société civile.

Ce sont certainement ces messages qui expliquent l'engagement des autorités locales de Porto Alegre, situées à gauche de l'échiquier politique, le Mouvement brésilien des sans terre, les organisations non gouvernementales brésiliennes engagées tous dans un combat contre les injustices de l'économie mafieuse et les inégalités monstrueuses.

Sommaire

Editorial: Forum Social Mondial de Porto Alegre pour un monde solidaire	1
Session spéciale du Conseil général de l'OMC : échec des négociations sur la mise en oeuvre	3
Réunion du Comité de l'agriculture et de ses sessions spéciales : désaccords persistants	4
Incidenes des mesures sanitaires et phytosanitaires sur les pays en développement	5
La Convention « Climat » : les enseignements de l'échec de La Haye	8
Règlement des différends	12
Nouvelles régionales africaines	20
Réunion ministérielle de l'OMC à Libreville : le système commercial multilatéral est-il soluble dans la transparence?	22
Calendrier et ressources	28

* **Taoufik Ben Abdallah**: responsable de publication. Passerelles, ENDA Tiers Monde.

(suite premier article page 1)

ses qui sévissent dans ce pays.

La Confédération paysanne et le Mouvement des paysans sans terre ont créé la surprise en s'attaquant à des plantations d'OGM appartenant à la firme Monsanto, pour protester contre les effets de ce type de culture sur la santé et l'environnement. Les autorités brésiliennes ont réagi dans un premier temps, de façon brutale en décidant d'arrêter José Bové et de l'expulser. La mobilisation créée autour de lui a permis de le libérer. Mais cet événement a montré le malaise des autorités fédérales face aux mouvements sociaux, et au soutien apporté à ces mouvements par les autorités locales. Le Forum Social Mondial a été l'objet d'un profond conflit politique interne au Brésil.

Les organisations africaines, n'étaient pas nombreuses à Porto Alegre, certes, mais bien présentes. Elles ont produit une déclaration, et ont été très sollicitées par les médias internationaux. Elles se sont engagées à mieux préparer la prochaine étape. Elles ont noué des relations avec les mouvements afro-brésiliens qui ont organisé, en parallèle, leur propre Forum.

L'Afrique et les prochaines négociations commerciales : les manoeuvres ont commencé

En septembre dernier, l'OMC a pris l'initiative de réunir les ministres africains du commerce pour les « former » aux règles du système commercial multilatéral et aux procédures utilisées par cette institution. Mais, et sans que les ministres ambassadeurs africains à Genève ne soient informés au préalable, l'agenda de la réunion a été transformé en programme politique visant à faire admettre aux pays africains un nouveau Cycle de négociations commerciales en 2001. De fortes pressions ont été exercées par le Secrétariat de l'OMC, le Commissaire européen au Commerce et le Représentant adjoint américain au commerce extérieur. L'opinion africaine informée s'est insurgée contre de tels procédés qu'elle considère comme contraires aux principes de démocratie de bonne gouvernance et de transparence. Ils ne sont pas de nature à renforcer la confiance tant recherchée par une institution qui manifestement, a du mal à intégrer la diversité des opinions.

L'expérience de Libreville montre que le chemin de la participation réelle de l'Afrique à l'élaboration des règles du jeu est encore lointaine, et que les promesses des bienfaits supposés de la libéralisation forcée n'engagent que ceux qui les profitent. Bien que la réunion de Libreville ne soit plus « d'actualité », nous tenons à informer nos lecteurs sur cette expérience que beaucoup de nos ministres ont trouvé humiliante.

Ce qui est posé aujourd'hui, au-delà de ce qu'il faut bien appeler de la manipulation des plus faibles, est bien l'agenda de la Quatrième Conférence ministérielle de l'OMC, le lancement ou non d'un nouveau Cycle de négociation commerciale. La position de l'Afrique va certainement être moins facile qu'au cours de la Conférence de Seattle, puisque les pays de l'ASEAN, sous la lourde influence des Etats-Unis et de l'Europe ont souscrit au principe de lancer des négociations élargies. Le groupe des 77, pilier des autres groupes régionaux dans les négociations internationales, se trouve ainsi affaibli, plusieurs de ces membres faisant partie de l'ASEAN.

Par ailleurs, les négociations dans le cadre « du programme incor-

poré » piétinent, souvent parce que les pays développés soit n'ont pas la volonté de faire des concessions, ni de tenir compte des situations particulières des pays en développement, soit qu'ils tardent à respecter leurs propres engagements pour l'ouverture de leur marchés, soit enfin, parce qu'ils établissent un lien implicite ou explicite entre des progrès dans les négociations en cours et un nouveau Cycle de négociations élargies.

Le continent africain maintiendra-t-il dans ces conditions ses positions d'Alger et du Caire où il revendique, en conformité avec les positions du groupe de 77, une évaluation de la mise en oeuvre des accords passés, une poursuite des négociations dans le cadre du « programme incorporé » et une réforme de l'OMC?. Cette question est d'autant plus actuelle que l'Afrique du Sud et quelques petits pays francophones soutiennent, l'idée de négociations élargies.

Le temps presse pour définir des stratégies de négociations et l'OUA n'a pas encore engagé des consultations politiques pour définir une position tenant compte des évolutions récentes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique. Les défis à relever sont cette fois-ci plus difficiles, et les germes de la division sont nombreux.

Extrait de la déclaration des organisations et mouvements sociaux africains - Porto Alegre - 29 janvier 2001

Le Forum Social Mondial de Porto Alegre se tient au moment où les puissants de la planète sont réunis à Davos. Il constitue un tournant décisif dans la quête d'alternatives par la société civile et les mouvements sociaux, notamment des peuples du Sud qui sont les principales victimes de la mondialisation néo-libérale... Cette mondialisation est en voie de conduire la planète vers l'abîme. (...) En tant qu'organisations et mouvements sociaux africains, nous demandons aux composantes de la société civile du Sud et du Nord de nous appuyer:

1) pour annuler de manière inconditionnelle la totalité de la dette africaine que nous considérons comme illégale, immorale, et illégitime; **2)** pour exiger des réparations pour les préjudices humains, moraux, économiques et environnementaux que l'Afrique a subi du fait de l'esclavage, de la colonisation, et de l'exploitation économique; **3)** pour rétablir notre souveraineté face à la Banque Mondiale et le FMI dans l'élaboration de nos politiques économiques et sociales afin que celles-ci répondent aux aspirations de nos peuples au progrès, et permettent une valorisation de nos ressources au profit de nos peuples et au profit des générations futures. Nous demandons l'abolition de ces institutions qui n'ont plus de raison d'être.

4) pour empêcher la libéralisation sauvage promue par l'OMC et le pillage systématique de nos ressources organisé par les accords commerciaux internationaux (tels que les ADPIC-TRIPs, les MIC-TRIMs, le GATS, l'Accord sur l'Agriculture, ...). Nous rejetons cette institution illégitime dont les politiques sont contraires aux intérêts de nos peuples; **5)** pour faire en sorte que l'Accord de Cotonou, qui lie les pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) à l'Europe ne soit pas un nouvel instrument de domination économique et politique de notre continent, ou un moyen de pression afin d'intégrer l'Afrique dans la mondialisation néo-libérale; **6)** pour s'opposer aux intentions de l'Union européenne d'imposer des « Accords de partenariat économique » à l'Afrique et aux autres ACP; **7)** pour discréditer et défaire l'AGO (African Growth and Opportunity Act) qui est un instrument de colonisation du continent par les Etats-Unis.

Dans le combat contre la mondialisation néo-libérale et ses instruments, les peuples africains doivent s'inspirer des valeurs de la Renaissance africaine : confiance en soi et en nos cultures, solidarité, panafricanisme, etc.. Cette conception de la Renaissance africaine est cependant incompatible avec la philosophie néo-libérale. (...) Nous partageons entièrement les éléments d'alternatives au modèle néo-libéral issu du Forum et nous nous engageons à les mettre en oeuvre pour contribuer à la réalisation de son idéal du Forum : la construction d'un nouveau monde.

Session spéciale du Conseil général de l'OMC: échec des négociations sur la mise en oeuvre

La Session spéciale du Conseil général de l'OMC tenue les 14 et 15 décembre 2000 sur la mise en œuvre, a sérieusement mis à l'épreuve la stratégie « d'instauration de la confiance » de l'OMC. Les Membres étaient très divisés sur un projet de décision destiné à conclure le réexamen des problèmes des pays en développement concernant les Accords en vigueur. Leurs préoccupations vont de la mise en œuvre des dispositions de « bonne volonté » les concernant, mais qu'ils considèrent comme inefficaces, à la redéfinition des règles qu'ils considèrent comme inéquitables et partiales.

À l'issue du Conseil, les ambassadeurs des pays en développement ont exprimé leur vive déception devant le piétinement de la négociation. Le directeur général Mike Moore a lui-même reconnu « qu'il n'y a pas eu une grande percée » sur ce dossier de la mise en œuvre des accords de l'OMC. « Le progrès est modeste, c'est un fait ».

Certains pays en développement Membres importants – en particulier le Pakistan, le Brésil et l'Égypte – ont fait part de leur mécontentement concernant la décision finale de la réunion, qui a différé le processus de mise en œuvre « au plus tard à la Quatrième Session de la Conférence ministérielle », devant se tenir fin 2001 à Qatar. L'Ambassadeur du Pakistan à l'OMC, Munir Akram, a déclaré que les préoccupations de la plupart des pays en développement n'avaient pas été prises en compte et que les résultats étaient « modestes, en effet ».

Le verre n'était pas seulement à moitié vide, a-t-il déclaré, « il ne contenait presque pas d'eau ». M. Akram a déploré à titre d'exemple le fait qu'il n'y ait pas eu plus de progrès sur le dossier du textile, qui compte pour 60 % des exportations pakistanaïses. La décision n'a pas pris en compte, en effet, certaines des questions litigieuses dont les pays en développement recherchaient actuellement la solution, telles que les textiles ou l'antidumping, pour lesquels ils ont exigé des changements aux accords de l'OMC existants afin d'obtenir un meilleur accès pour leurs produits aux marchés des pays développés.

Les Membres ont essentiellement reconfirmé ce qui avait été décidé par le Conseil général en mai 2000 : c'est à dire que le Conseil continuerait à se réunir en Sessions spéciales pour aborder les différentes questions et préoccupations des pays en développement. Celles-ci sont exposées dans les paragraphes 21 et 22 du Projet de Texte ministériel du 19 octobre 1999, et couvrent des domaines tels qu'une mise en œuvre plus complète des engagements antérieurs sur les textiles, les subventions et l'antidumping, ainsi que la question des capacités à respecter les obligations au titre des négociations antérieures.

Les États-Unis, se sont fortement opposés à la poursuite du réexamen de la mise en œuvre au niveau du Conseil général préférant le transfert de l'examen aux Comités techniques de l'OMC. Les pays en développement se sont opposés à ce transfert, estimant que les Comités ne disposent pas du pouvoir de prise de décision politique du Conseil général.

Les responsables du commerce pensent que la lenteur des progrès pourrait être due à une stratégie de négociation de la part de nom-

breuses délégations – notamment des pays développés – qui restent peu disposés à avancer dans la mise en œuvre en dehors d'un contexte plus large tel qu'une nouvelle série de négociations commerciales. « Certains pays veulent laisser cette question [de mise en œuvre] sur la table de négociation aussi longtemps que possible » a déclaré une source à l'OMC. « Si toutes les concessions sont accordées maintenant, les Membres perdraient la capacité de s'en servir comme moyen de marchandage dans des négociations plus larges. »

Certains pays, avaient espéré en effet, lors de cette session, un accord minimal sur une partie des questions de mise en œuvre avant la fin de l'année 2000, et de lier la poursuite des discussions à un futur Cycle de négociations. Mais des pays en développement se sont nettement opposés à toute liaison entre la négociation sur des accords passés et un nouveau Cycle comportant de nouveaux engagements. Actuellement les pays développés font fortement pression en vue du lancement d'une nouvelle série de négociations lors de la Quatrième Conférence ministérielle l'an prochain, qui doit se tenir à Qatar.

Un accord global sur la prorogation des délais de mise en œuvre de l'accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) pour 9 pays en développement continue également d'être retardé, essentiellement par les États-Unis, qui s'opposent à une approche générale visant à négocier des concessions bilatérales. Une décision a été repoussée à début 2001, lors de la réunion du Conseil du commerce des marchandises.

Une compilation du Secrétariat de l'OMC de toutes les exigences concernant la mise en œuvre a en principe été publiée en janvier 2001. Le document résume toutes les propositions et les demandes de mise en œuvre – notamment celles au titre des paragraphes 21 et 22 du Projet de Texte ministériel de 1999 - présentées jusqu'ici. Le Président du Conseil général, Kåre Bryn, a indiqué qu'il continuerait à mener des consultations sur la question.

Une des seules décisions concrètes prises lors de la Session spéciale a été d'inclure le Honduras dans la liste de pays ayant un produit national brut par tête de moins de 1.000 dollars US, qui bénéficient d'exemptions au titre de l'Accord sur les subventions. Le Honduras avait été omis de la liste par erreur. Une référence à l'Accord général sur le commerce des services (GATS) qui préconisait la suppression des obstacles administratifs empêchant la mise en œuvre des engagements des Membres sur la circulation des personnes physiques, a été supprimée d'une version antérieure après que la délégation américaine a fait part de ses objections au Président.

Une Session formelle du Conseil général s'est tenue le 5 février. Elle fait suite à la réunion du 15 décembre. Les points présentés par le président et sur lesquels doivent porter les prochaines discussions confirment le piétinement de la négociation, ce qui ne surprend pas, puisque les Membres n'ont pas encore élaboré de programme de travail. On s'attend à ce que le Président du Conseil général et le Directeur général de l'OMC préparent à travers des consultations informelles ce nouveau programme.

Réunion du Comité de l'agriculture et de ses sessions spéciales : désaccords persistants

A la fin de l'année 2000, l'agriculture a occupé l'actualité de l'OMC. Du 14 au 17 novembre, ont eu lieu les réunions du Comité de l'agriculture et la Quatrième Session Spéciale du même Comité. Au même moment, des négociations avaient lieu à l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). Elles visaient à réglementer le recours au crédit à l'exportation dans le commerce des marchandises agricoles. Le Comité de l'agriculture a eu une autre Session spéciale du 5 au 7 février 2001 pour débattre à nouveau des réformes globales de l'agriculture. Les débats au sein de ces différentes instances ont révélé une fois de plus, les désaccords et conflits encore persistants à propos de l'agriculture dans le système commercial multilatéral.

Par ailleurs, l'Union européenne a approuvé, le 21 novembre, sa position de négociation en 26 points qui réitérent ses positions antérieures. Cette position a été débattue le 5 février. L'Inde a proposé au cours de cette même Session de créer une « boîte sécurité alimentaire ».

Réunion du Comité de l'agriculture

Les débats lors de la réunion régulière du Comité de l'agriculture ont tourné autour de deux thèmes récurrents dans le domaine de l'agriculture, à savoir l'utilisation des contingents tarifaires et les systèmes de crédit à l'exportation.

Contingents tarifaires : le Comité a discuté des notifications émanant de la Colombie, du Japon et de la Norvège, sur les taux de remplissage de certains contingents tarifaires (un contingent tarifaire spécifie le volume et les droits sur des catégories d'importations spécifiques). Il s'agissait en fait, de la proposition selon laquelle, un obstacle technique autre que le contingent tarifaire empêchait l'importation de produits réglementés par des contingents tarifaires.

En réponse aux préoccupations de grands exportateurs de produits agricoles (tels que les Etats-Unis, l'Argentine, l'Australie et la Nouvelle Zélande) qui ont demandé au Japon pourquoi un si grand nombre de ses contingents d'importation sur les produits agricoles n'ont pas été remplis en 1999, ce pays a expliqué que cela est dû à la faiblesse de la demande intérieure de son économie. Il a signalé que les contingents n'étaient pas remplis pour des catégories de produits comme les produits laitiers, les légumes secs et le riz.

Crédits à l'exportation : C'est suite à une demande du Conseil général de l'OMC sur le traitement des crédits à l'exportation que cette question a été abordée par le Comité de l'Agriculture. Cette même question est également prise en considération par les travaux du Conseil général sur la mise en œuvre.

Ces crédits prennent généralement la forme de garanties de crédit à l'exportation et beaucoup les considèrent comme un moyen pour les pays de se soustraire à leurs engagements en matière de subventions à l'exportation. D'autres estiment cependant que c'est un moyen acceptable de commercialiser les produits agricoles.

Plusieurs Membres (notamment l'Union européenne, et le Groupe de Cairns) ont reconnu que les disciplines sur les crédits à l'exportation font actuellement l'objet de négociations à l'OCDE, mais ont été peu désireux de reconnaître que ces disciplines concernaient aussi les règles de l'OMC. Ils ont plutôt soutenu qu'au titre de l'article 10.2 de l'accord de l'OMC sur l'agriculture, les Membres sont tenus d'œuvrer à l'élaboration de disciplines pour régir l'octroi de crédits à l'exportation.

Sessions spéciales du Comité de l'agriculture

Les Membres de l'OMC ont consacré près de six heures de débats aux préoccupations autres que d'ordre commercial lors de la Session spéciale du 15 au 17 novembre sur les négociations agricoles. La discussion a été axée sur une longue communication présentée par l'Union européenne, ses alliés européens et un certain nombre de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Ces pays avaient participé à une Conférence sur les préoccupations autres que d'ordre commercial dans l'agriculture, tenue début juillet 2000 en Norvège. Le document comprend des études sur différents aspects des préoccupations autres que d'ordre commercial présentées par la Commission européenne, le Japon, Maurice, la Norvège, la République de Corée et la Suisse.

Au cours de la Session de février, les débats ont continué sur la base de plusieurs propositions. Outre celle de l'Union Européenne, celles du Japon, de l'Inde, de l'Ile Maurice, du Swaziland, des petits pays insulaires en développement ont été soumises à discussions.

Lors de la session du 15 novembre plus de 50 délégations ont pris la parole et ont convenu que tous les Membres de l'OMC avaient des préoccupations autres que d'ordre commercial légitimes qui devaient être prises en compte durant les négociations sur l'agriculture. Ces préoccupations vont de la sécurité alimentaire, du développement rural et de l'allègement de la pauvreté à la protection de l'environnement et à d'autres objectifs socio-économiques. C'est là, toutefois, que s'arrête le consensus.

Là où les partisans de la multifonctionnalité (UE, Corée, Japon, Norvège, Suisse et économies en transition) voient la nécessité d'élargir à l'ensemble des Membres de l'OMC le champ d'application de la boîte verte pour exempter des obligations de réduction une gamme plus large de mesures de soutien, les grands exportateurs de produits agricoles continuent de soutenir qu'au moins, dans les pays industrialisés, les objectifs environnementaux et sociaux peuvent et doivent être réalisés à travers des moyens autres que les subventions. Lors de cette session, l'Australie, membre important du Groupe de Cairns a fait une déclaration retentissante: « Promouvoir les préoccupations autres que d'ordre commercial d'un Membre à travers des mesures qui faussent les échanges, c'est garantir que les autres Membres sont privés de l'opportunité de promouvoir leurs préoccupations autres que d'ordre commercial ». Etant donné le fait que la plupart des grands pays qui accordent de l'importance aux préoccupations autres que d'ordre commercial sont des pays riches, transférer un tel fardeau aux pays pauvres est en violation d'un concept fondamental de traitement

(suite à la page 18)

Incidence des mesures sanitaires et phytosanitaires sur les pays en développement

par Spencer Henson *

Avec la baisse des restrictions commerciales quantitatives et des droits de douane, il y a une reconnaissance croissante des limites imposées par les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) à l'accès des pays en développement aux marchés des pays industriels. Une étude récente du Centre for Food Economics Research (Centre de recherche sur l'économie de l'alimentation) de l'Université de Reading a tenté d'évaluer l'impact des mesures SPS sur les exportations de produits agricoles et vivriers des pays en développement.¹

Alors que dans de nombreux cas, l'incidence des mesures SPS ne pouvait être quantifiée et que les résultats devaient être interprétés avec précaution, l'étude met effectivement en évidence un certain nombre de questions clés, qui reflètent les préoccupations exprimées par les pays en développement eux-mêmes concernant l'incidence des prescriptions SPS des pays développés ainsi que les faiblesses de l'Accord sur les SPS.

Constatations générales

Il est évident que les prescriptions SPS des pays développés restreignent effectivement la capacité des pays en développement à exporter des produits agricoles et vivriers. En effet, un certain nombre de pays en développement considère les prescriptions SPS comme un des plus grands obstacles au commerce de ces produits, particulièrement dans le cas de l'Union européenne. Ceci reflète le fait que les pays développés appliquent généralement des mesures SPS plus strictes que les pays en développement et que les contrôles SPS dans de nombreux pays en développement sont faibles et excessivement fragmentés.

En outre, dans certaines circonstances, les prescriptions SPS sont incompatibles avec les systèmes de production et de commercialisation en vigueur dans les pays en développement. En conséquence, une transformation structurelle et organisationnelle générale peut être nécessaire afin de se mettre en conformité avec les obligations, et les coûts qui y sont associés.

Les problèmes rencontrés par les pays en développement pour se conformer aux prescriptions SPS traduisent leurs contraintes plus larges en termes de ressources et d'infrastructures qui limitent non seulement leur capacité à respecter leurs obligations, mais aussi leur capacité à démontrer leur respect de ces obligations. Un problème particulièrement grave est l'accès à des compétences scientifiques et techniques appropriées. En effet, dans de nombreux pays en développement, la connaissance des questions SPS est limitée tant au sein du gouvernement que dans la chaîne de la fourniture des produits alimentaires et il y a un manque des compétences requises pour évaluer les mesures SPS appliquées par les pays développés.

Préoccupations relatives à l'Accord SPS

La plupart des pays en développement qui connaissent l'Accord SPS, appuient ses objectifs généraux et reconnaissent que cet Accord a des avantages à plus long terme à la condition qu'il soit mis en œuvre de manière appropriée. Toutefois, beaucoup sont préoccupés par la façon dont l'Accord SPS a été mis en œuvre à ce jour, notamment en raison du fait que les pays développés ne tiennent pas suffisamment compte des besoins des pays en développement en établissant des prescriptions SPS, qu'ils ne laissent pas suffisamment de temps entre la notification et la mise en œuvre de ces prescriptions et qu'ils n'apportent pas aux pays en développement une assistance technique suffisante pour y faire face.

A ce jour, de nombreux pays en développement n'ont pas participé activement à l'Accord SPS. En effet, nombre d'entre eux ne sont pas représentés aux Réunions du Comité SPS ou aux réunions d'organisations internationales chargées de l'établissement des normes et ne peuvent donc utiliser les dispositions et les mécanismes institués par l'Accord en leur faveur. Au nombre des problèmes clés, il y a un manque de capacité à évaluer les incidences des prescriptions SPS des pays développés après les notifications, un manque de capacité à participer effectivement aux procédures de règlement des différends et un manque de capacité à démontrer que les mesures SPS nationales sont équivalentes aux prescriptions des pays développés.

Solutions potentielles

Ces problèmes pourraient être abordés par différentes voies, qui se répartissent en trois grandes catégories :

En premier lieu, il faut des efforts pour rehausser la capacité des pays en développement à se conformer aux prescriptions SPS des pays développés. Il pourrait s'agir d'initiatives visant à améliorer l'accès à des compétences scientifiques et techniques et à développer des systèmes de contrôle SPS qui soient efficaces et appropriés aux conditions locales. Une assistance technique adéquate et efficacement ciblée et une plus grande coopération régionale entre pays en développement pourraient être des éléments importants de ces initiatives.

En second lieu, les institutions internationales chargées des questions SPS devraient être réformées et/ou développées pour une meilleure prise en compte des besoins des pays en développement. Il faut trouver des moyens de faciliter une meilleure inclusion des Membres de l'OMC à faible et moyen revenu à la mise en œuvre de l'Accord SPS. Pour rehausser le sentiment « d'appropriation » de l'Accord par ces pays Membres, il serait peut-être néces-

(suite à la page 6)

* Spencer Henson est Chargé d'enseignement en Economie et commercialisation de l'alimentation au Centre for Food Economics Research, Université de Reading.

¹ Henson, S. J. Loader, R. J. Swinbank, A. Bredahl, M. et Lux, N. 2000. *Impact of Sanitary and Phytosanitary Measures on Developing Countries*. Centre for Food Economics Research, University of Reading. L'étude comprend dix études de cas et une étude des points de contact/enquête dans tous les pays à revenu moyen et faible Membres de l'OMC et/ou du Codex Alimentarius. Pour plus de détails, contacter <s.j.henson@rdg.ac.uk>

Incidences des mesures sanitaires ... (suite de la page 5)

saire d'apporter des révisions aux dispositions en matière de transparence, de même qu'une plus grande harmonisation des normes SPS internationales, des changements aux procédures de prise de décision des organisations internationales chargées de l'établissement des normes et le développement de mécanismes pour l'assistance juridique et/ou technique relative aux questions SPS dans le cadre de l'OMC.

En troisième lieu, les pays développés devraient prendre en compte les besoins des pays en développement en promulguant et en appliquant des prescriptions SPS. Ceci nécessite une plus grande reconnaissance des problèmes auxquels les pays en développement sont confrontés. Il faut peut-être des changements dans les structures institutionnelles pour intégrer les intérêts des pays en développement dans le processus d'établissement des normes SPS et – là où c'est possible – les pays en développement devraient bénéficier de périodes plus longues pour se mettre en conformité avec les prescriptions SPS.

Si les pays industrialisés doivent certes prendre davantage conscience des besoins et des situations spéciales des pays en développement et les prendre en compte en promulguant des mesures SPS, il ne faudrait toutefois pas s'attendre à ce qu'ils adoptent des prescriptions plus faibles en termes de niveau de protection de la santé des personnes et des animaux et de préservation des végétaux. L'étude suggère plutôt que les mesures SPS, là où cela est possible, réduisent les incompatibilités avec les systèmes de production et de commercialisation appliqués dans les pays en développement.

Le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires discute des dispositions relatives à l'équivalence et des préoccupations autres que d'ordre commercial

Le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) s'est réuni les 8-9 novembre pour débattre des préoccupations autres que d'ordre commercial, ainsi que des questions relatives aux dispositions en matière d'équivalence de l'article 4 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS).

Durant les consultations informelles préalables à la réunion, les délégués ont débattu des dispositions en matière d'équivalence de l'Accord SPS (à savoir, l'article 4 qui demande aux Membres d'accepter les mesures sanitaires et phytosanitaires d'autres Membres comme équivalentes même si ces mesures diffèrent des leurs, tant que le niveau approprié de protection sanitaire est atteint). Le Président a présenté un résumé des consultations où il a soulevé la question de l'équivalence comme une « question de mise en œuvre ».

La discussion a essentiellement porté sur une proposition américaine qui indiquait que dans le passé, les négociations sur l'équivalence « n'avaient pas abouti à des nouvelles opportunités commerciales immédiates » et que le recours à d'autres dispositions de l'Accord SPS (articles 5, 7, 8 et Annexes B et C) « pouvait entraîner des avantages commerciaux plus immédiats ». L'Inde a appelé les pays développés à notifier à l'OMC tout accord d'équivalence passé entre eux afin que les pays en développement puissent en faire l'étude et négocier des accords similaires avec les pays développés.

Au cours de cette même réunion, le Comité SPS a examiné différentes plaintes et préoccupations, notamment celle du Canada con-

cernant une proposition européenne relative à des mesures d'urgence temporaires sur les emballages en bois; celle de la Nouvelle Zélande contre les restrictions imposées par l'Indonésie sur l'importation de fruits frais; celle de l'UE et du Canada contre les restrictions imposées par l'Argentine et l'Inde sur les importations de sperme bovin; celle de la Thaïlande contre l'interdiction mexicaine d'importation de riz; et celle de l'UE concernant les récents retards du Panama dans la certification d'importation de lait en poudre Danois dont l'UE prétend qu'ils équivalent à une interdiction d'importation sans justification.

Le Secrétariat a présenté une Note sur « la Typologie de l'assistance technique » qui expose des besoins en matière d'assistance technique. Il met en évidence différents nouveaux domaines de coopération technique et propose une réorientation de l'assistance d'un niveau technique à un niveau politique.

La prochaine réunion du Comité SPS est prévu les 14-15 mars 2001.

Conseil des ADPIC: désaccords à propos de l'harmonisation avec la Convention de la Biodiversité

Le Brésil a continué de faire pression pour harmoniser les dispositions de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) avec celles de la Convention sur la diversité biologique (CDB) lors de la réunion du Conseil des ADPIC tenue du 27 novembre au 1^{er} décembre. Le document brésilien proposait des amendements spécifiques à l'article 27.3(b) qui permettraient aux Membres de fixer des conditions pour la brevetabilité, notamment en encourageant les Membres à :

- Divulguer la source du matériel génétique ;
- Divulguer les connaissances traditionnelles pertinentes utilisées pour obtenir le matériel ;
- Démontrer le partage juste et équitable des avantages ; et
- Démontrer que le demandeur de brevet a reçu le consentement de son gouvernement ou/et des communautés locales où le matériel a été obtenu.

Le document brésilien a également abordé des questions techniques relatives à la protection par des brevets au titre de l'article 27.3(b); la protection sui generis des variétés végétales; les questions d'éthique relatives à la brevetabilité des formes de vie; la conservation et l'utilisation durable du matériel génétique; et des concepts relatifs au savoir traditionnel et aux droits des agriculteurs.

L'Inde et le Groupe Africain ont fourni des efforts similaires lors de la dernière réunion du Conseil, et les réactions des Membres à ces efforts restent largement inchangées. Par exemple, Singapour a soutenu que les ADPIC ne devraient pas servir à imposer des règles communes aux Membres, et tout en reconnaissant la nécessité du partage des avantages et de la preuve d'une « avancée innovatrice » dans le système des brevets, il considère qu'il était juste de rétribuer la recherche et le développement à l'aide d'une protection conférée par un brevet. D'autres Membres, dont les Etats-Unis et le Japon, ont déclaré à maintes reprises qu'il n'y avait pas de conflit entre la CDB et les ADPIC, et qu'aucun amendement n'était nécessaire. Alors que les points de vue divergent sur les relations entre la CDB et les ADPIC, les débats se poursuivront sur le réexamen de l'article 27.3(b).

Il n'y a toutefois pas de consensus sur la demande répétée du Se-

crétariat de la CDB concernant l'octroi d'un statut d'observateur ad hoc auprès du Conseil des ADPIC, à laquelle les Etats-Unis et la Suisse continuent d'opposer une ferme résistance.

L'Union européenne, pour la première fois lors du Conseil des ADPIC, s'est clairement prononcée en faveur du rehaussement du niveau de protection des indications géographiques, apportant ainsi son appui à la Suisse, aux pays d'Europe centrale, à l'Inde, au Sri Lanka, à la Turquie et à d'autres pays. Les Etats-Unis et la Nouvelle Zélande, qui avec l'Australie, s'opposent fortement à l'introduction d'autres produits sous la protection des indications géographiques au titre des ADPIC, ont proposé la suppression de l'article 23, plutôt que l'élargissement de son champ d'application.

Concernant le réexamen de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC au titre de l'article 71.1, l'Inde et l'Australie ont toutes deux présenté des communications. L'Inde a proposé que le réexamen se concentre sur la question de savoir si les objectifs des ADPIC avaient été atteints, alors que l'Australie souhaitait mettre l'accent sur les questions de mise en œuvre. Ce pays a soutenu, à maintes reprises, que la plupart des problèmes rencontrés concernant les ADPIC avaient trait à la mise en œuvre, c'est-à-dire à l'observation, par les pays, des règles des ADPIC. Le Conseil a appelé les Membres à soumettre, jusqu'à fin février 2001, d'autres propositions sur la façon dont le réexamen devait être traité.

La prochaine réunion du Conseil a été provisoirement fixée à début avril.

OXFAM lance une campagne sur les ADPIC et l'accès aux médicaments pour le traitement du Sida

Les gouvernements occidentaux, l'OMC et les firmes pharmaceutiques ont récemment fait face à de vives critiques des pays en développement et des ONG en raison de leurs politiques de traitement du Sida dans les pays en développement les plus pauvres. Les critiques sont venues du groupe d'assistance internationale Oxfam et de Médecins sans frontières (MSF), qui ont accusé les firmes pharmaceutiques de mener une guerre non déclarée contre les pauvres du monde.

Oxfam lance une campagne pour faire baisser le coût des médicaments pour les pays pauvres

Oxfam a annoncé le lancement d'une nouvelle campagne mondiale visant à réduire le coût des médicaments pour les populations pauvres, invitant l'OMC à modifier les règles relatives aux brevets, qui, selon Oxfam, ont pour effet de restreindre l'accès à des médicaments vitaux. Oxfam cherche à faire modifier les dispositions du règlement des différends de l'OMC portant sur l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) et d'autres Accords de l'OMC.

Selon Oxfam, il faudrait nommer des experts pertinents tels que les professionnels de la santé dans les groupes spéciaux de règlement des différends ; accepter les contributions volontaires (*amicus curiae briefs*) ; et mettre sur pied des groupes spéciaux conjointement avec d'autres organisations telles que l'organisation mondiale de la santé (OMS) quand des différends ont une dimension autre que commerciale.

Oxfam propose d'élargir et de clarifier les critères permettant de

recourir aux licences obligatoires et aux importations parallèles, et d'abrèger la durée de validité des brevets protégés au titre de l'Accord sur les ADPIC. « Selon les règles de l'OMC, les brevets sur les médicaments produits par l'industrie pharmaceutique sont protégés pendant 20 ans. C'est le côté sombre de la mondialisation » déclarait Oxfam. « L'OMC doit modifier les règles dont l'industrie pharmaceutique se sert actuellement pour paralyser la concurrence locale, bon marché, ce qui en retour, fait grimper le coût des nouveaux médicaments et des médicaments brevetés. »

Oxfam a également exigé que les pays en développement soient autorisés à produire des copies bon marché de médicaments pour le traitement de maladies telles que le Sida, les affections du système respiratoire et la diarrhée chez les enfants. Il a incité le gouvernement américain et les grandes firmes pharmaceutiques – en particulier Glaxo Smith Kline, une des plus grandes firmes pharmaceutiques du monde – à abandonner les poursuites judiciaires contre les pays qui produisent des médicaments bon marché. « Cette campagne a été dirigée par PhRMA, (pharmaceutical Research and Manufacturers of America), un des lobbies industriels ayant le plus d'influence sur le plan politique et bénéficiant des plus gros financements au monde », selon Oxfam.

« PhRMA tire sa puissance essentiellement de l'influence qu'elle exerce sur le bureau du Représentant américain du commerce extérieur qui, à maintes reprises, a appuyé ses revendications par la menace de sanctions commerciales. »

En réponse, Mark Grayson, de PhRMA a déclaré que le problème n'était pas lié aux droits de propriété intellectuelle (DPI), mais plutôt à des problèmes d'infrastructures telles que le mauvais état des routes, ainsi qu'à la faible priorité accordée à la santé publique par certains gouvernements.

Keith Rockwell, porte-parole de l'OMC, a déclaré que l'Accord sur les ADPIC établissait un équilibre raisonnable entre les intérêts du secteur privé pour assurer la protection de leurs produits brevetés et ceux des gouvernements pour garantir leurs droits à protéger la santé publique. » Rockwell a fait remarquer que l'Accord permettait aux Membres de l'OMC d'inscrire, dans leur législation relative à la propriété intellectuelle, des dispositions leur permettant d'adopter des mesures nécessaires à la protection de la santé publique et de la nutrition. Oxfam a toutefois soutenu que « ces dispositions des ADPIC sont entourées de conditions difficiles à remplir, et en pratique, les efforts en vue d'appliquer ces mesures ont été ardemment contestés par les firmes pharmaceutiques, souvent avec le soutien des gouvernements occidentaux. »

Une compagnie indienne propose à l'Afrique des médicaments à prix réduits contre le Sida

Par ailleurs, la compagnie indienne Cipla Ltd. de Bombay a proposé de fournir à l'Afrique un médicament à faible coût contre le Sida, qui obligerait les grandes firmes pharmaceutiques occidentales à baisser leurs prix. Cipla Ltd. a proposé de fournir à MSF des quantités limitées de médicaments dits « tri-thérapie » pour un montant d'environ 350 dollars US par personne et par an, à utiliser en Afrique. Le coût normal du traitement contre le Sida aux Etats-Unis est de 10.000 dollars US par an. Glaxo Smith Kline a déjà averti Cipla qu'il pourrait engager des poursuites contre cette firme car le groupe américain revendique des droits exclusifs de commercialisation de la lamivudine, un des médicaments concernés.

La Convention « Climat » : les enseignements de l'échec de La Haye

Jean Philippe Thomas*

La suspension, à La Haye en novembre 2000 de la 6^{ème} Conférence des Parties de la Convention sur le climat a révélé au grand jour les divergences des Pays Parties dans la manière d'atteindre l'objectif ultime de la Convention, à savoir empêcher « toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique ».

Il fallait, sans doute, que le processus « climat » soit marqué par cet échec pour que les positions des Parties deviennent plus claires, en particulier auprès des opinions publiques.

Ce n'est pas la moindre des vertus pédagogiques de cet échec de montrer, enfin, que la manière de conduire le processus de la Convention dénoncée, en particulier par les ONG, depuis Kyoto, a continué à se développer entraînant dans le sillage du plan d'action de Buenos Aires une pléthore de séminaires, ateliers et conférences (tous de « haut niveau ») dont on ne peut pas dire que les enchaînements et les conclusions traduisaient des avancées notoires vers des solutions consensuelles.

Il faut rappeler que la CoP 6 devait fixer les règles du jeu, en particulier sur la manière dont les pays industrialisés devaient s'acquitter de leurs engagements de réductions de gaz à effet de serre pour la décennie à venir.

Les véritables défenseurs de l'intégrité environnementale de la CCNUCC ont toujours prôné, avant et au cours de la CoP 6, qu'il était préférable de **ne pas avoir d'accord plutôt qu'un mauvais accord** (« no agreement is better than a bad agreement »). Au moins, le non accord de La Haye donne raison aux défenseurs de l'objectif ultime de la Convention, mais raison bien amère quand on sait que dans le domaine du changement climatique, c'est sans doute la **rapidité d'intervention « sans regret »** qui reste la plus efficace.

Finalement l'échec de La Haye, s'il est présenté à partir des points techniques sur lesquels les négociations ont échoué (puits, complémentarité, conformité, financement), est aussi l'échec d'un processus et des acteurs à ce processus.

1- Buenos Aires, c'était déjà La Haye...

Le Plan d'action de Buenos Aires (98), dans la suite de Kyoto (97), avait démontré qu'à défaut d'être un plan de mise en œuvre d'un accord international, il constituait une liste de tout un ensemble d'activités que d'aucun avait considéré comme une « shopping list » qui « met en exergue les aspects techniques de la mise en œuvre de la Convention en occultant ses aspects politiques¹ ».

Nous rappelions à ce moment là que « le réchauffement de la planète est un **problème global** qui concerne, au même titre, tous les « citoyens » du monde et dont les solutions équitables relèvent, a

priori, d'une **vision politique** de la mise en œuvre de la Convention... le Plan d'action de Buenos Aires, en focalisant les réflexions sur les aspects techniques de ces mécanismes, laisse de côté toutes les interrogations actuelles que les pays en développement se posent sur les notions de développement durable et d'équité ».

Finalement, la manière d'aborder le problème ne masquait qu'à demi la volonté des Etats-Unis de parvenir à un accord « sans regret » pour l'économie américaine. Et c'est ce à quoi est parvenu le groupe « umbrella² » à La Haye : refuser que le texte de l'accord reconnaisse le rôle majeur des mesures domestiques (à partir d'un seuil quantifié, 50% pour l'UE) ou, en d'autres termes, privilégier les mécanismes de flexibilité pour satisfaire les engagements de réductions des émissions de GES.

2- Echec du système des NU et du secrétariat de la Convention...

La manière dont le système des NU, ou tout du moins ses agences, a géré la crise larvée est lui aussi révélatrice de la construction de l'échec. En particulier, la note présentée par le Président Pronk (les quatre « boîtes »), lors de l'avant dernière journée des négociations, en étant par trop favorable aux positions américaines, et à un moindre degré aux positions de l'UE, s'est voulu être un coup de force final pour arracher un accord qui remettait en cause les objectifs mêmes de la Convention. A vouloir privilégier les positions du groupe « umbrella » qui était, en particulier, la cible de toutes les critiques de la société civile (il suffit pour s'en convaincre de reprendre les positions développées par la plupart des ONG), le système onusien a montré les limites de son indépendance par rapport aux Etats-Unis, rendant une fois de plus suspecte ses modes d'intervention.

Il n'est pas convenable que les instances des NU, en particulier ses agences, n'aient pas eu le souci de ramener à la raison « environnementale » des négociateurs emportés par le lobbying américain alors que ce système devrait être le garant de l'objectif ultime de la Convention.

Quant au secrétariat de la Convention, c'est « la grenouille qui veut se faire plus grosse que » En effet, sous couvert d'être l'instance d'exécution de la CoP, comme toutes les émanations onusiennes, il n'a cherché qu'à accroître sa propre surface, se substituant en cela à toutes les formes de synergies qu'il aurait pu engendrer auprès des partenaires des Pays-Parties. A la tendance technocratique, Il est grand temps d'y substituer un secrétariat à **effectif réduit, créateur de dynamiques et opérationnel.**

3- Echec du Groupe des 77

Le groupe des 77 (G77) qui n'a pu faire prévaloir les positions admises par l'ensemble du groupe. Apparaissant souvent en ordre

* *Jean Philippe Thomas: économiste, Programme Enda Energie. ENDA Tiers Monde*

dispersé (puits, nucléaire, CDM, adaptation, etc.) et ne se retrouvant que sur la mise en place d'une diversité de fonds multilatéraux, le G77 a démontré son incapacité à formuler de réelles propositions sur l'utilisation qui serait faite concrètement de ces fonds en ne proposant pas des plans d'actions concrets sur les types et les modalités de transferts de technologies, sur les contenus de véritables programmes de renforcement des capacités intégrés à des actions concrètes, etc. Plus au-delà, l'approvisionnement de ces fonds doit s'opérer en additionalité par rapport à l'APD.

A ce jour, aucune proposition émanant des pays non annexe 1 n'est venue alimenter le débat afin qu'un indicateur concret d'additionalité soit discuté. Sur ces points, la balle reste dans le camp des pays industrialisés par **manque de proposition des PED**.

Sur tous ces points, il est grand temps que les PED, tout particulièrement en Afrique, fassent l'inventaire de leur **existant en matière de capacités humaines, de besoins technologiques, de structures de participation sociale, etc.** afin de faire éclore au sein de leur espace national une véritable **dynamique du développement durable** qui inclut les forces de proposition pour les négociations internationales.

La plupart des pays en refusant tous les apports des théories du développement, ne voit dans la Convention qu'un nouveau « guichet » de fonds pour une croissance tirée par l'investissement et refuse, ainsi, le concept actuel admis par tous (sauf dans le cadre de la CCNUCC) que le développement, en particulier durable, est d'abord et avant tout une **dynamique sociale**.

4- Echec pour l'Union européenne

L'Union européenne n'a pas pu, au cours des mois de négociations, faire partager et faire prévaloir une plate forme minimum consensuelle en dehors de l'Europe. Enfermée dans les discussions intra communautaires, l'Europe s'est aperçu trop tard de la réticence américaine à engager des mesures domestiques et les « flexmex » qui semblaient résiduelles à la sortie de Kyoto sont devenus l'enjeu majeur pour satisfaire les obligations de réductions du Protocole, ce qui, à l'évidence, changeait le sens des négociations³. Il en est de même pour la « compliance » (conformité), l'UE s'est vu recaler sur sa proposition de nourrir un fonds à partir des « pénalités » pour non respect des engagements, le groupe « umbrella » se positionnant sur le transfert de paiement de pénalités en réduction des futurs droits d'émissions, ce qui, à l'évidence, constituait une nouvelle manière de fuite en avant les engagements de réductions.

Il en est de même pour les « puits », en effet la manière, préconisée par le groupe de l'ombrelle, de les comptabiliser dans les montants assignés de réductions ou de les inclure dans le mécanisme de développement propre dénature complètement les engagements de réductions des pays industrialisés. Là encore, l'UE n'a pu faire prévaloir son souhait d'intégrité environnementale.

Conclusion

Et si on changeait, enfin, de méthode... En privilégiant systématiquement une **approche descendante** (top-down) dans la mise en œuvre de la Convention, l'instance onusienne n'a pas voulu sacrifier à ses démarches technocratiques essayant par tous les moyens de favoriser des apports de fonds à ses agences multilaté-

rales alors que les évaluations de leurs interventions sont largement négatives (GEF, renforcement des capacités, programmes opérationnels, etc.). Il est grand temps d'enrayer la crise de confiance dans des méthodes surannées qui ne profitent qu'à une élite très souvent déconnectée des réalités sociales et avides de ses zones de pouvoir (si petites soient-elles !). Les médias canadiens (comme le « Canadian national Post ») ne parlent-ils pas de (NU)IPCC, ce qui commence à discréditer d'autant plus le caractère soi disant scientifique de certains rapports⁴. En multipliant les groupes d'experts (sans financement préalable), les séminaires de « haut niveau », etc. un **microcosme international du climat** est en train de s'installer, en s'appropriant le débat, les décisions et les financements mais, surtout, en se déconnectant des aspirations du plus grand nombre qui, pourtant, est l'essence du développement durable.

De nombreuses prises de position, en particulier celles des ONG mais aussi de certains Pays-Parties, réclament depuis le début du processus qu'une plus large place soit faite à **l'existant et aux approches ascendantes**, qu'une plus large place soit faite à **la participation de tous les acteurs**. C'est sans doute sur ce changement de méthode que les prochaines CoP pourraient se pencher. Et là au moins, il y aurait peut-être accord des populations sur les manières de lutter contre le changement climatique et ses effets.

Notes

¹ « L'après Buenos Aires : le point de vue d'une ONG de développement/environnement ».- Jean-Philippe Thomas, Youba Sokona et Stephen Humphreys, ENDA, Dakar, février 1999.

² Groupe constitué principalement des Etats-Unis, du Canada, du Japon, de l'Australie.

³ Quant au jeu particulier de **la Grande Bretagne**, la CoP 6 a au moins permis de révéler au grand jour, sa position ambiguë au sein de l'UE, puisque depuis le début des négociations, et ce n'est pas d'hier, la proximité des points de vue entre les anglais et les américains a toujours entaché le bon fonctionnement de la communauté, ce qui prouve sur ce point, comme sur d'autres, qu'on ne peut à la fois être dans l'Europe et hors de l'Europe, mais cela les européens convaincus le savaient déjà de la part de la Grande Bretagne et ce n'est donc qu'un épiphénomène...

⁴ « The IPCC should be called the "UNIPCC" to identify it as a UN agency with UN goals. The IPCC is a joint subsidiary of the UNEP and the (UN) WMO".

Progrès incertains concernant les prorogations des MIC au Conseil du commerce des marchandises

Réunis le 15 novembre, les Membres ont débattu d'une proposition élaborée par le Quad (Union européenne, Canada, Japon et Etats-Unis) qui accorderait au moins à certains pays qui ont fait une demande de prorogation, un délai de deux ans (jusqu'à fin 2001) pour mettre leurs régimes d'investissement liés au commerce en conformité avec les règles de l'OMC. Deux années supplémentaires (pas plus) pourraient être à nouveau accordées aux pays qui font preuve d'efforts de bonne foi pour se mettre en conformité et établissent un plan d'élimination progressive contraignant pour le restant des mesures incompatibles avec les MIC. C'est l'agrément dit « 2+2 » annoncé le 3 novembre par les pays du Quad.

Selon des sources proches de l'OMC, le Président du Conseil du commerce des marchandises a laissé ouverte la possibilité de l'ap-

(suite à la page 10)

(Progrès incertains.... suite page 9)

plication de la formule « 2+2 » à tous les neuf Membres qui ont fait des demandes de prorogation,¹ mais les Etats-Unis ont mis l'accent sur le fait que le groupe du Quad ne s'était pas mis d'accord pour déterminer à quels pays ceci s'appliquerait. L'UE a été moins explicite, mais a néanmoins paru peu disposée à convenir d'une approche globale. Le Japon et le Canada étaient en faveur de l'octroi global à tous les demandeurs.

Il reste plusieurs obstacles majeurs à surmonter. D'abord, trois des candidats (Argentine, Colombie et Pakistan) ont demandé un délai de 7 ans pour l'élimination progressive de leurs MIC et considèrent comme insuffisante la période maximum de quatre ans proposée par le Quad. En outre, le fait que la seconde demande de prorogation ne soit pas renouvelable restreindrait l'avantage accordé par l'article 5.3 de l'Accord sur les MIC qui n'impose pas de limites au droit du Conseil du commerce des marchandises de proroger la période de transition d'un pays en développement si ce pays « démontre qu'il rencontre des difficultés particulières pour mettre en œuvre les dispositions de cet Accord ». La seule obligation énoncée dans l'article 5.3 est qu'en examinant de telles demandes, le Conseil « tiendra compte des besoins individuels du Membre en question en matière de développement, de finances et de commerce ».

De plus, les Etats-Unis insistent tout particulièrement sur le fait que les pays en développement conviennent de procédures accélérées en matière de règlement des différends avant l'octroi de la seconde prorogation. L'article 25 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends prévoit « un arbitrage rapide » là où les questions en litige sont clairement définies, avec des procédures précises devant être mutuellement convenues entre les parties.

Ainsi, les Membres de l'OMC qui ne se seront toujours pas mis en conformité à la fin de 2003 pourraient rapidement faire l'objet de poursuites. Les demandeurs, et un grand nombre d'autres Membres – des pays développés comme en développement – sont opposés à la conditionnalité de l'article 25. Les Etats-Unis sont seuls à rechercher un accord sur le règlement rapide des différends comme condition préalable pour l'octroi même de la première prorogation demandée par certains candidats qui jusqu'ici, n'ont pas été cités nommément.

Un bilatéralisme toujours vivace

Même si les difficultés majeures peuvent être aplanies, la proposition du Quad n'équivaudrait pas à une procédure réellement multilatérale pour traiter de toutes les demandes de prorogation. Elle répondrait au mieux aux neuf demandes spécifiques (ou à certaines d'entre elles) actuellement sur la table et même alors, il est loin d'être sûr qu'elle s'appliquera de façon égale à tous les candidats.

En outre, selon les responsables du commerce, les Etats-Unis exercent toujours de fortes pressions dans leurs négociations bilatérales avec les demandeurs de prorogation, qu'ils poursuivent parallèlement lors des consultations plus larges, afin d'obtenir l'accord « multilatéral » qu'ils souhaitent. C'est le cas des Philippines, con-

tre lesquelles les Etats-Unis ont déjà obtenu l'établissement d'un Groupe spécial de règlement des différends pour statuer sur les MIC de ce pays.

Un autre point à l'ordre du jour du Conseil du commerce des marchandises a rapidement été rejeté : l'examen de la demande de dérogation UE-ACP concernant l'arrangement transitoire succédant à la Convention de Lomé – qui préserve les préférences commerciales unilatérales de la Convention – a été bloqué par les mêmes producteurs de banane latino-américains qui, depuis que la proposition a été déposée en mai dernier, posent comme condition qu'ils n'examineront le nouvel accord que si l'UE le complète par de nouvelles règles d'importation de la banane.

Le point sur les négociations sur les services à l'OMC

Le Conseil du commerce des services de l'OMC s'est réuni les 1^{er} et 5-6 décembre, en Session spéciale pour négocier les possibilités d'élever le niveau de libéralisation du commerce des services, tel qu'imposé par l'article XIX de l'Accord général sur le commerce des services (GATS). La libéralisation du commerce des services au titre du GATS constitue un des volets du « programme incorporé » de l'OMC pour les négociations commerciales, l'autre étant la libéralisation du commerce des produits agricoles.

Jusqu'ici, durant cette première phase de négociation, les Membres ont soumis des propositions contenant des éléments pour les directives et procédures nécessaires à la structuration de la seconde phase de négociations prévue pour démarrer en mars 2001. A cette fin, et en vue de ce que certains ont considéré comme une étape significative pour faire avancer le processus, les Membres ont, début décembre, autorisé le Secrétariat de l'OMC à préparer un projet de texte contenant l'état des propositions écrites et orales. Cette décision indique que les membres sont prêts à examiner les points communs et les divergences dans les propositions présentées, en vue de déterminer des aspects tels que les objectifs, la portée, les modes d'action et le rythme des négociations. Ceci vient à la suite de la présentation des propositions de plus de 60 Membres, notamment une proposition détaillée présentée par 24 pays en développement. Le draft préparé par le Secrétariat général a déjà circulé.

En fait, la proposition avancée par ce groupe de pays en développement – dont l'Argentine, le Brésil, la Colombie, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique, le Pakistan, les Philippines, la Thaïlande et le Venezuela – a été considérée par certains comme importante car, elle souligne la volonté de ce groupe de faire avancer les négociations. Dans la proposition, le groupe indique ce qu'il considère comme étant les principes devant servir de cadre aux négociations. Tout particulièrement, elle réitère nombre des thèmes déjà présents dans les dispositions du GATS, à savoir le fait que les pays devraient conserver une certaine flexibilité pour appliquer des engagements en fonction du niveau de développement de chacun des pays tout en respectant leurs objectifs de politique nationale.

Cette proposition énonce également les objectifs des négociations, notamment la réalisation de niveaux de libéralisation de plus en plus élevés dans le commerce des services, dans le respect de l'architecture actuelle du GATS; l'équilibre des droits et des obligations des Membres; et une participation accrue des pays en développement au commerce international des services. La proposition prend également en compte d'autres aspects des négocia-

¹ Argentine, Chili, Colombie, Malaisie, Mexique, Pakistan, Philippines, Roumanie et Thaïlande. La plupart des demandes portent sur des restrictions en matière de teneur en produits locaux et de balance des paiements dans le secteur de l'automobile. La Colombie et la Thaïlande font des demandes de prorogation pour les restrictions dans le domaine de la transformation des produits alimentaires.

ciations, notamment un appel à modérer le nombre et la fréquence des réunions afin d'assurer que ces pays sont en mesure d'y participer pleinement.

Les discussions de la Session spéciale ont également porté sur trois autres propositions, une de l'UE sur l'approche globale des négociations; une de l'Inde sur la circulation des personnes physiques – la fourniture de services dite du Mode 4; et une de l'Australie sur la libéralisation des services de télécommunications.

Dans la proposition de l'UE, la Commission a exposé ses objectifs pour les négociations en affirmant que la libéralisation du commerce des services doit être conforme et complémentaire aux objectifs de développement durable. En particulier, elle a mis l'accent sur le fait que la politique commerciale, la politique environnementale, la politique sociale et la coopération au développement de l'Europe doivent jouer des rôles qui s'appuient mutuellement en faveur d'un développement durable.

En outre, la proposition européenne s'est dite favorable à ce que les Membres conservent le droit de protéger les objectifs des politiques nationales, reconnaissant explicitement le droit de faire des réglementations et d'introduire de nouvelles règles. Elle a également mis l'accent sur le fait que les négociations sur les services n'imposaient ni la privatisation ni la déréglementation. Finalement, la proposition de l'UE a spécifié qu'il était encore prématuré de fixer des délais définitifs pour les négociations. Par ailleurs, lors du récent Sommet des dirigeants européens à Nice, il a été convenu que la structure de vote du Parlement européen serait réformée pour conférer à la Commission européenne plus d'indépendance dans la définition de la politique commerciale de l'UE.

La proposition indienne sur le Mode 4 était significative car elle présentait un compte rendu détaillé des facteurs liés à la circulation des personnes physiques dans la fourniture de services. La proposition expose ce que l'Inde considère comme les problèmes les plus pressants en ce qui concerne la circulation temporaire des professionnels des pays en développement pour la fourniture de services, et est considérée par certains comme représentative des points de vue de nombreux pays en développement sur cette question. Tout particulièrement, elle soutient que la libéralisation dans ce domaine a été très lente et que de nombreuses restrictions générales aux frontières continuent d'entraver la circulation des fournisseurs indépendants de service de sous-traitance des pays en développement.

Parmi ces restrictions, les procédures administratives relatives aux visas et aux permis de travail sur les marchés étrangers ont été qualifiées de discrétionnaires et de non-transparentes. Il a en outre été soutenu que les Accords de reconnaissance mutuelle destinés à reconnaître les qualifications des fournisseurs de services étrangers, tels que les certificats professionnels, sont limités aux cadres des pays développés et qu'ils servent ainsi d'obstacles techniques à l'accès aux marchés pour les fournisseurs de services des pays en développement. La proposition indienne précise comment ces restrictions pourraient être libéralisées.

Il faut également noter une proposition conjointe de la Slovaquie, la Bulgarie la République tchèque, et la Pologne au titre de l'article XIX du GATS sur l'évaluation du commerce des services.

Finalement, un calendrier provisoire des réunions a été établi pour 2001, sous réserve de confirmation. Ce calendrier s'établit comme

suit : 19-30 mars ; 9-17 juillet ; 1-9 et 12 octobre ; et 26 novembre-7 décembre. Un symposium d'un jour sur les services de tourisme est prévu pour les 27-28 février 2001.

Les documents de l'OMC mis en circulation générale relatifs aux services négociés sont disponibles sur le dispositif de diffusion des documents sous le symbole suivant : S/CSS/W/*

Les pays en développement s'oppose au projet révisé des directives pour les négociations sur les services

Le Conseil du commerce des services de l'OMC (CCS) du 20 février a tenu une réunion informelle pour débattre de son projet révisé de directives et de procédures pour la poursuite des négociations sur les services.

Lors de la réunion, le projet révisé de directives a été rejeté par le Groupe de 24 pays en développement (G 24), dont l'Argentine, le Brésil, l'Inde, le Pakistan et la Thaïlande, qui, selon les participants à la séance, ont perçu des « problèmes fondamentaux » dans le projet de texte. L'opposition aux directives – exprimée initialement par l'Inde au nom du G 24 – a été appuyée par le Groupe africain et par CARICOM (Communauté des Caraïbes). Selon eux, la poursuite des discussions sur le second projet de texte constituerait un recul par rapport à ce qu'ils considéraient comme une base possible de consensus dans le premier projet de texte.

Poussé à faire des observations spécifiques par le Président et d'autres membres, le Groupe opposé au projet révisé s'est contenté d'avertir que des discussions fondées sur le second projet de directives pourrait retarder le processus et compromettre le calendrier d'accord sur les directives, en mars. L'approche que le Groupe préconisait était de retenir le projet initial et d'œuvrer à résoudre les problèmes clés mis entre crochets dans le texte. Ce projet aurait fait l'objet d'une opposition de la part des pays développés qui considèrent qu'il mettait trop l'accent sur les besoins des pays en développement.

Selon une source proche d'un pays en développement présent à la réunion informelle du 20 février, les pays en développement ont rejeté le second projet révisé de directives en raison de l'omission d'un langage axé sur le développement. Les dimensions du développement présentes dans le premier projet ont été enlevées du nouveau texte, comme la mention de la flexibilité pour les pays en développement et l'octroi d'un traitement spécial en faveur des PMA. Selon la source, d'autres sections ont été omises de manière sélective, comme par exemple un passage de l'article XIX où il est fait référence à la « libéralisation » au lieu de la « libéralisation progressive ».

En revanche, le texte des principaux pays développés est resté inchangé durant l'élaboration du second projet de directives, qui contenait également un texte nouvellement ajouté appuyant les positions des pays développés.

Du fait qu'il n'y avait pas eu d'accord sur celle des deux versions du projet de directives qui devait être retenue pour servir de base aux futures discussions lors de la Session spéciale du 20 février, la réunion a été ajournée. Aucune nouvelle réunion n'est programmée pour le moment; les Membres ont demandé au Président de la Session spéciale d'entreprendre des consultations.

Règlement des différends

Réexamen du mémorandum d'accord sur le règlement des différends

Lors du Conseil général de l'OMC de décembre, la proposition soumise par le Japon et par plusieurs Membres de l'OMC a été à nouveau discutée. Cette proposition vise à amender certaines dispositions du Mémorandum d'accord de l'OMC sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord), (voir WT/GC/W/410 et Add. 1).

Cette proposition a également fait l'objet de débats au cours du Conseil général du 10 octobre 2000. Elle porte essentiellement sur l'établissement d'un nouvel article 21 du Mémorandum d'accord qui clarifierait la question d'enchaînement à propos des articles 21 et 22. Le Mémorandum amendé nécessiterait l'établissement d'un Groupe spécial de mise en conformité chargé de statuer sur les désaccords concernant les mesures prises pour mettre en œuvre la décision d'un Groupe spécial ou de l'Organe d'appel avant que les Membres ne soient en mesure de demander à l'OMC l'autorisation d'imposer des sanctions commerciales de rétorsion. Le Président a indiqué qu'il y avait à ce stade peu de progrès sur la question, bien que les consultations soient en cours.

Le Japon a déclaré qu'il bénéficiait d'un large appui et a demandé aux autres Membres de se joindre à lui pour soutenir la proposition. La Communauté européenne a déclaré qu'elle ne pouvait se satisfaire d'amendements sur les seuls articles 21 et 22 et qu'elle souhaitait voir l'ensemble de l'accord ouvert à des discussions. Selon les Etats-Unis, la proposition n'allait pas assez loin en ce qui concernait l'ouverture du processus de règlement des différends à l'examen par le public. Elle n'indiquait pas, non plus, comment les amendements proposés s'appliqueraient aux différends en cours, tels que celui sur la banane entre l'UE et les Etats-Unis, l'Equateur, le Guatemala, le Honduras et le Mexique. La Bulgarie et l'Argentine se sont opposés à la proposition au motif qu'elle accélérerait un processus qu'elles trouvaient déjà assez rapide.

Conflit autour du régime européen d'importation de bananes

L'Union européenne (UE) engagera une procédure devant l'OMC si les Etats-Unis ne lèvent pas les sanctions à son encontre pour ses importations de bananes, dont les nouvelles dispositions s'appliqueront le 1er avril 2001, a indiqué le commissaire européen à l'Agriculture, Franz Fischler, à l'issue d'un conseil des ministres de l'agriculture.

Les Quinze se sont entendus lors de ce Conseil sur un régime transitoire de contingents tarifaires pour les importations des bananes en Europe qui débouchera en 2006 sur un régime uniquement tarifaire. Ce nouveau régime entrera en vigueur à compter du 1er avril 2001 ou du 1er juillet 2001 si des difficultés techniques en retardent l'application.

La Commission européenne a estimé qu'elle avait fait sa «partie du travail» en adoptant de nouvelles mesures sur les importations de bananes, parfaitement compatibles, selon elle, avec les

règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Aux termes de cet accord, une préférence tarifaire de 300 euros par tonne sera accordée aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans le cadre d'un contingent d'importations dans l'Union européenne de 850.000 tonnes par an. En clair, les pays n'appartenant pas aux ACP devront s'acquitter d'une taxe d'importation de 300 euros par tonne, à la différence des pays ACP.

Ce contingent de 850.000 tonnes est ouvert maintenant à tous les producteurs du monde, ACP et non ACP. Il était réservé auparavant aux seuls pays ACP. Les deux autres contingents d'importations, 2,2 millions de tonnes et 353.000 tonnes, seront soumis à une taxe de 75 euros par tonne.

Les trois contingents, ouverts à tous les producteurs, seront soumis à la règle du «premier arrivé, premier servi», aux termes de laquelle les commandes seront attribuées aux bananiers les plus prompts à répondre à un appel d'offres européen.

A partir de 2006, les importations seront soumises à un régime uniquement tarifaire, c'est à dire avec des droits de douane mais sans contingents.

La représentante américaine pour le Commerce, Charlene Barshefsky, a réaffirmé lundi l'opposition des Etats-Unis à un tel système.

Le contentieux de la banane entrave les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Union européenne depuis des années. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) avait donné raison aux Etats-Unis en 1999, en considérant illégal le système pratiqué par l'UE dans ses importations de bananes en provenance des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Cette sentence de l'OMC a entraîné des sanctions commerciales des Etats-Unis à l'encontre de produits européens, dont le montant s'élève à 191,4 millions de dollars chaque année.

Les Etats-Unis ainsi que la Colombie, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama s'étaient déjà dits préoccupés du fait que le système du premier venu - premier servi proposé par la Communauté ne respectait pas, selon eux, les règles de l'OMC, parce que les bananes des pays ACP continueraient de recevoir un traitement en franchise de droits au titre de cette proposition. Ils avaient proposé à sa place un système transitoire fondé sur les droits de douane uniquement.

Mais Franz Fischler a averti les Etats-Unis que l'Union européenne engagerait une procédure à leur encontre auprès de l'OMC s'ils ne levaient pas leurs sanctions commerciales en dépit de l'entrée en vigueur des nouvelles mesures européennes. Ces nouvelles mesures, a-t-il souligné, sont compatibles avec les principes de l'OMC. « Nous allons maintenir notre dialogue », a-t-il lancé à l'adresse de Washington, « mais nous ne sommes pas prêts à satisfaire à des exigences tout à fait inacceptables ». Dans un communiqué diffusé par la Commission européenne, il a toutefois souligné que «la porte n'est pas fermée» avec les Etats-

Règlement des différends

Unis autour d'un système d'importations des bananes basé sur des références historiques, tel que le souhaite Washington.

Par ailleurs, la Compagnie Chiquita a annoncé, le 25 janvier dernier, qu'elle a engagé des poursuites judiciaires contre l'Union européenne auprès de la Cour Européenne de Justice pour les dommages qu'elle aurait subi et estimé à 525 millions de \$ US.

Chiquita vise à obtenir le droit de réclamer, dans l'avenir, des compensations pour raison « d'illégalité continue du régime d'importation de bananes de l'Union européenne ».

Chiquita affirme qu'en ne respectant pas les règles de l'OMC, l'UE a violé « des droits fondamentaux et des principes généraux de la loi européenne, comme le principe de non discrimination, et la liberté de commercer et de mener des affaires ». Elle estime que l'UE est responsable de la chute de 15% de sa part du marché communautaire de la banane depuis 1993, et que ceci est la cause principale de ces difficultés financières.

Différend entre les Etats-Unis et le Brésil concernant les brevets

La campagne d'Oxfam est intervenue moins de deux semaines après que MSF ait accusé les Etats-Unis de se servir de l'OMC pour saper la réussite du programme national brésilien de lutte contre le Sida. Les Etats-Unis ont traduit le Brésil devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC, où ce dernier pays est confronté à des contestations juridiques pour la fabrication et la distribution gratuite de médicaments à des victimes du Sida. Les responsables américains ont rejeté les accusations de MSF en faisant valoir que le différend à l'OMC avec le Brésil portait sur une disposition de la loi sur les brevets qu'ils jugent discriminatoire et donc contraire aux dispositions de non-discrimination des articles 27.1 et 28.1 des ADPIC, qui confère les droits de brevets au titulaire.

Dans le même temps, le groupe pharmaceutique suisse Roche Holdings, a entamé avec des experts juridiques du gouvernement brésilien, des pourparlers sur les droits de brevets de son traitement contre le Sida, Nelfinavir. Selon les responsables du groupe Roche, les discussions porteront sur les conditions dans lesquelles la législation nationale pourrait supplanter des droits de brevets internationaux. Le Ministre brésilien de la santé a menacé de délivrer des licences pour la production locale de Nelfinavir et d'Efavirenz, fabriqué par le groupe américain Merck Inc., à moins que ceux-ci n'acceptent de réduire leurs prix de 50% dès juin de cette année.

Les Philippines peuvent encore faire obstacle à l'établissement d'un Groupe spécial sur les MIC

Les Etats-Unis ont obtenu, le 17 novembre, l'établissement d'un Groupe spécial de règlement des différends contre les restrictions à l'investissement des Philippines, mais ont accepté de différer la nomination des trois membres du Groupe spécial pendant que des consultations se poursuivent entre les parties.

Le désaccord porte sur les prescriptions en matière de teneur en produits locaux et d'équilibre des exportations et des importations dans le secteur de l'automobile que les Etats-Unis jugent incompatibles avec l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC), entré en vigueur pour les pays en développement le 1er janvier 2000.

En octobre 1999, les Philippines ont fait une demande de prorogation de cinq ans de la période transitoire pour l'application des mesures au titre du Programme de développement du secteur de l'automobile de ce pays, en arguant du fait que les industriels avaient besoin d'un délai supplémentaire pour se rétablir de la crise financière asiatique. Les Philippines faisaient référence à l'article 5.3 de l'Accord sur les MIC, qui prévoit que le Conseil du commerce des marchandises « peut », quand la demande lui en est faite, proroger la période de transition pour l'élimination des mesures incompatibles avec les MIC notifiées par un pays en développement, si ce pays « démontre qu'il rencontre des difficultés particulières pour mettre en œuvre les dispositions de cet Accord ». Huit autres Membres de l'OMC ont également fait des demandes de prorogation allant de quelques mois à sept ans. Les consultations au cas par cas sur ces demandes sont en cours entre les Membres depuis le début de l'année mais aucune n'a encore connu de conclusion.

Le 8 mai 2000, le Conseil général a adopté une décision qui exhortait les Membres à « prêter une attention positive aux demandes individuelles et à prendre en compte les besoins du pays en question en matière de développement, de finances et de commerce », et a chargé le Président du Conseil des marchandises de « mener des consultations informelles avec les délégations intéressées afin de faciliter le processus et de renforcer le caractère multilatéral de l'initiative ainsi que sa conclusion rapide ».

Les Etats-Unis ont expliqué l'ajournement de la nomination des membres du Groupe spécial par les progrès significatifs réalisés dans les négociations bilatérales plutôt que par les pressions exercées en vue d'une solution multilatérale (les Philippines ont proposé de raccourcir la demande de prorogation à trois ans et d'établir un plan d'élimination progressive). Les pays en développement ont fortement critiqué les procédures du règlement des différends liés aux MIC menées alors que les Membres recherchent encore une solution multilatérale concernant la prorogation des périodes de transition.

Brève : L'organe de règlement des différends de l'OMC a statué sur le différend opposant le Canada aux Communautés européennes concernant les brevets sur les produits pharmaceutiques. Dans ce différend, l'UE soutient que le Canada doit abroger l'article 55.2.2 de sa loi sur les brevets et demande une action législative et réglementaire dans un délai inférieur au délai maximal indicatif de 15 mois prévu, à savoir 12 mois à compter du 07 Avril 2000, date de l'adoption du rapport du Groupe spécial. Le Canada estime qu'il faut juste un changement réglementaire et propose onze mois.

Finalement, l'ORD a estimé que le délai raisonnable imparti au Canada pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD en l'espèce est de six mois.

Le Conseil général de l'OMC conclut l'année 2000 sur des questions majeures

Les 7 et 8 décembre, le Conseil général de l'OMC s'est réuni pour sa dernière session formelle de 2000, en abordant diverses questions tout en repoussant certaines autres les plus litigieuses à 2001. Entre autres, des discussions ont porté sur la situation du système commercial mondial; le statut d'observateur pour les organisations intergouvernementales internationales; la nomination du Directeur général; la transparence interne dans les préparatifs et l'organisation des Conférences ministérielles; la réforme du règlement des différends; et les procédures de l'Organe d'appel relatives aux interventions désintéressées - *'amicus curiae'*.

Défis du commerce mondial

Réuni pour une session préliminaire en tant qu'Organe de réexamen de la politique commerciale, le Conseil a passé en revue les développements du commerce international et du système commercial sur la base d'un aperçu général des faits nouveaux (voir document WT/TPR/OV/6) et d'un exposé du Directeur général. Dans sa déclaration – qui présente une revue générale des faits nouveaux à l'OMC depuis l'échec de la Conférence ministérielle de 1999 à Seattle, Moore a qualifié l'année 2000 d'année de « défi et de consolidation » pour l'OMC et a indiqué cinq défis majeurs pour le renforcement du système commercial mondial :

- * démarrer et avancer dans les délais les négociations sur l'agriculture et les services ;
- * établir un mécanisme pour examiner les questions et les préoccupations liées à la mise en œuvre ;
- * entreprendre un dialogue constructif et positif sur les moyens d'assurer une pleine participation de tous les Membres au travail de l'OMC ;
- * améliorer les procédures de consultation ; et
- * accorder la priorité à l'intégration des PMA et d'autres Membres de l'OMC à faible revenu au système commercial mondial pour les aider à tirer avantage du système.

Moore a mis l'accent sur le fait qu'il était essentiel d'aider les pays en développement, en déclarant : « Nous devons aider davantage les pays les plus pauvres du monde à tirer de plus grands avantages du système commercial mondial.

Statut d'observateur pour les organisations intergouvernementales et internationales

Le statut d'observateur dans les différents organes de l'OMC pour d'autres organisations intergouvernementales est devenu un sujet litigieux. Certains Membres attendent du Conseil général qu'il établisse des « critères objectifs » pour accorder aux organisations intergouvernementales candidates à un statut d'observateur, un accès aux Comités et aux Conseils de l'OMC, tels que le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Le Conseil général n'a pas été en mesure de convenir de tels critères, car la question est devenue fortement politisée et les Membres sont loin de parvenir à un consensus. Certains disent que le statut d'observateur ne devrait être accessible qu'aux organisations auxquelles tous les Membres de l'OMC sont parties ; d'autres soutiennent que les organisations ouvertes à tous les Membres de l'OMC (mais auxquelles tous les Membres ne sont pas nécessairement affiliés) devraient bénéficier de ce statut

d'observateur s'ils en font la demande. D'autres encore préconisent l'inclusion des organisations intergouvernementales régionales en tant qu'observateurs.

Des désaccords majeurs sont manifestes dans le cas de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont nombre de pays en développement Membres estiment qu'elle ne devrait pas bénéficier du statut d'observateur en raison de la nature délicate des questions du travail à l'OMC. La Convention sur la diversité biologique (CBD) suscite les mêmes réactions des Etats-Unis, qui ne sont pas Membres de la CBD et qui continuent à s'opposer à l'octroi à cette institution du statut d'observateur auprès du Conseil des ADPIC. En outre, la Ligue des Etats Arabes – un groupement régional – se heurte à l'opposition farouche d'Israël à sa demande de statut d'observateur.

Tous les sous-comités de l'OMC continuent d'attendre une décision du Conseil général sur la question, mais pour le moment, le Président du Conseil général Kåre Bryn (Norvège) a indiqué que d'autres consultations seront nécessaires.

Nomination du Directeur général

La question a déjà fait l'objet de larges discussions depuis 1999. Bien que les Membres étaient divisés sur la question, ils avaient fini par trouver un compromis par la nomination de deux candidats pour le poste – Mike Moore et Supachai Panitchpakdi – qui se partageront le mandat de six ans.

Le Conseil général tenu début décembre a permis de nouveau un échange de points de vue sur la question. Si les Membres n'ont en fin de compte pris aucune décision formelle, quelques points d'intérêt ont été soulevés. La plupart ont estimé qu'il ne devait pas y avoir de critères objectifs d'éligibilité pour les candidats, et ont convenu que le mandat du Directeur général devait être de quatre à cinq ans, sans renouvellement. Les délégations ont pour la plupart souhaité maintenir la pratique de la désignation des candidats par les gouvernements, plutôt qu'à travers un processus ouvert de désignation de candidats.

Il n'y a pas eu d'accord pour savoir s'il devait y avoir un Comité de sélection à l'OMC ou un Comité établissant seulement des directives. Mais les pays ont convenu que le processus de sélection ne devait pas durer plus de six mois et qu'il devait se terminer six mois avant le départ du Directeur général sortant. En outre, de nombreux pays ont souligné l'importance du maintien en place des Directeurs généraux adjoints pendant une certaine période après le départ du Directeur général, afin d'assurer un processus de transition harmonieux. Les Directeurs généraux adjoints actuels resteront en place pendant un mois après l'arrivée de Supachai en 2002. Des consultations se poursuivront sur la question en 2001.

Transparence interne

Le Conseil général se penchera, en 2001, sur la question de la transparence interne dans la préparation et l'organisation des Conférences ministérielles. Néanmoins, lors du Conseil général des 7 et 8 décembre, il y a eu des discussions sur une déclaration du Président relative à la transparence interne. Dans cette déclaration le Président Bryn a fait une présentation générale de la façon dont les Membres perçoivent le processus de préparation et de conduite des Conférences ministérielles.

Dans sa réaction au document, Singapour, parlant au nom de l'Association des Nations d'Asie du sud-est (ASEAN), a déclaré souhaiter une combinaison de groupes informels restreints et de réunions ouvertes à tous; les conclusions des groupes restreints devraient être communiquées rapidement à l'ensemble des Membres afin que tous puissent réagir aux dernières propositions. Réagissant à un passage du document de Bryn qui énonçait que « Les Membres perçoivent les avantages d'avoir un maximum de flexibilité tant dans le processus menant aux Conférences ministérielles que dans ces Conférences elles-mêmes », l'Inde a déclaré qu'elle souhaitait cette flexibilité dans les conférences ministérielles, mais qu'elle ne devait pas être une excuse pour ajouter à la dernière minute des questions n'ayant pas fait l'objet de débats. Certaines sources estiment que l'Inde faisait référence ici à la tentative de la Représentante américaine du commerce extérieur, Charlene Barshefsky et d'autres, lors de la Conférence ministérielle de Seattle en 1999, de créer un Groupe de travail sur les normes du travail durant les négociations.

Le Qatar désigné pour accueillir la prochaine conférence de l'OMC

Le Qatar accueillera, du 09 au 13 novembre 2001, la prochaine Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La décision a été approuvée par les 140 Membres de l'OMC lors du Conseil général de l'Organisation tenu le 08 février 2001. Le Qatar était le seul pays à accepter d'accueillir une telle réunion après le retrait de la candidature de Santiago du Chili.

Mais, cette candidature unique de l'émirat du Golfe a d'ores et déjà suscité plusieurs protestations d'organisations non gouvernementales qui ont mis l'accent sur le caractère «peu démocratique» du pays et sur les éventuelles restrictions de la liberté de manifester. Lors du sommet de Porto Alegre, 42 organisations ont signé une déclaration dans laquelle «ils lancent un appel à leurs gouvernements pour qu'ils décident d'un lieu où la liberté de rassemblement et de manifestation est garantie dans la loi et dans les faits».

«En choisissant Qatar où les droits élémentaires d'association ou de manifestation ne sont pas reconnus, lit-on dans la déclaration, l'OMC enverrait un signal sans ambiguïté sur sa conception de la transparence et du dialogue de la société civile. Elle démontrerait également qu'elle n'entend pas tenir compte des revendications exprimées par la société civile à Seattle comme à Porto Alegre pour la subordination du commerce au droit international et en particulier, aux droits fondamentaux de la personne humaine». Cet appel n'est pas pour le moment pris en compte puisque l'OMC n'est pas encore revenu sur le choix de Qatar. Cependant, au cours de son déplacement à Tokyo en fin janvier, le directeur général de l'OMC Mike Moore avait assuré que les protestataires pourraient manifester librement. La Commission européenne qui «appuie sans réserve» le choix de Qatar a indiqué de son côté avoir reçu «des assurances» sur la «transparence» de la réunion.

Les autorités du Qatar, elles, ont déjà fait savoir qu'elles prendraient toutes «les dispositions nécessaires» à la réussite de cet événement. Selon le ministre qatariote des Finances et de l'Economie, Youssef Hussein Kama, son pays n'empêchera personne d'entrer dans le pays pour organiser des manifestations, mais à condition qu'elles soient pacifiques.

La réunion de l'OMC sur les PMA se penche sur les insuffisances du Cadre intégré

Le Cadre intégré a été un des points majeurs à l'ordre du jour de la 22^{ème} Session du Sous-Comité des pays les moins avancés (PMA) à l'OMC, qui s'est réunie le 6 décembre 2000 et le 12 février 2001. Le Cadre intégré est le programme central régissant la coopération technique en faveur des PMA. Il est mené conjointement par cinq autres agences : la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Centre du commerce international (CCI) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le Cadre intégré cherche à accroître les avantages que les PMA tirent de l'assistance technique liée au commerce qui leur est offerte par ces agences.

Lors de la réunion du 6 décembre, deux insuffisances avaient été identifiées auxquelles le Cadre intégré se trouve confronter : la première est relative à la coordination. De nombreux pays ont souligné la confusion due au fait qu'ils ne savaient à quelle organisation s'adresser pour bénéficier d'une formation et d'une assistance technique et que la coordination entre les agences était longue à intervenir. La seconde est relative au financement, qui a été une difficulté courante rencontrée par le Cadre intégré.

Certains pays en développement souhaitaient la mise en place d'un fonds spécial d'affectation pour le Cadre intégré. Les Etats-Unis étaient opposés à cette approche, mais ont fait savoir qu'ils ne bloqueraient pas l'établissement d'un tel mécanisme de financement. Au cours des derniers mois, les Etats-Unis et la France ont toutes deux contribué au financement de l'assistance technique, bien que les fonds aient été réservés à l'usage exclusif de l'OMC et soient distincts du financement du Cadre intégré.

Concernant la préparation de la Conférence des Nations Unies pour les PMA (qui doit se tenir du 14 au 20 mai 2001 à Bruxelles; voir : <http://www.un.org/events/ldc3/conference/ldc3.htm>), le Sous-Comité a demandé au Secrétariat de l'OMC de préparer une étude sur les opportunités d'accès aux marchés pour les PMA, un rapport sur « l'intégration au courant dominant » et un rapport sur l'adhésion des PMA à l'OMC. Sur ce dernier point, les Membres se sont dits préoccupés par le fait qu'aucun nouveau PMA n'avait adhéré à l'OMC depuis son établissement en 1995. Il y a actuellement 29 PMA représentés à l'OMC, sur un total de 48.

Les PMA ont toujours exprimé leur frustration face à l'impossibilité pour eux de participer aux négociations à l'OMC qui concernent aussi leur pays. Ces négociations nécessitent de plus en plus de ressources humaines dont ils ne disposent pas, et une présence constante à l'OMC lors de tout les débats est, pour ces pays, très coûteuse. Enfin, ils craignent que l'implication de la Banque Mondiale et du FMI dans l'assistance technique ne vienne renforcer le poids de ces institutions, déjà très important, sur leurs économies et leur pouvoir de décision.

Le Comité des pays les moins avancés adopte une proposition de Projet pilote

Lors d'une réunion le 12 février du même sous comité, les Membres de l'OMC ont convenu d'adopter une proposition visant à

(suite à la page 16)

La réunion de l'OMC sur les PMA ... (suite de la page 15)

améliorer la mise en œuvre du Cadre intégré. La proposition – qui vise à lancer un nouveau Projet pilote au titre duquel le Cadre intégré aidera les PMA qui ont fait preuve d'un attachement clair à « incorporer une section intégration du commerce » à leurs stratégies générales de développement – aurait été bien accueillie tant par les PMA que par les pays en développement. Le Projet pilote opérera sur la base d'un fonds d'affectation spécial et d'activités complémentaires par des donateurs.

Selon des sources proches de l'OMC, le nouveau Projet pilote a renforcé le rôle du Cadre intégré qui a été critiqué l'été dernier comme étant une initiative inefficace. En juillet 2000, les directeurs des 6 agences centrales du Cadre intégré ont convenu d'améliorer le fonctionnement du Cadre. A la suite de la réunion du 12 février 2001, un délégué a déclaré que le nouveau Projet pilote « crée un précédent » dans la mesure où il impose une coopération entre des donateurs, des PMA et des organisations intergouvernementales. Des ressources ont déjà été engagées dans le Fonds d'affectation spécial du Cadre intégré par les gouvernements britanniques, néerlandais, suédois et la Communauté européenne. D'autres financements sont attendus du Canada, du Danemark, du Japon, du FMI et de la Banque mondiale.

Au cœur du nouveau Projet, il y a l'élaboration d'une section intégration commerciale dans les plans commerciaux des PMA. Selon la proposition de Projet pilote (WT/LDC/SWG/IF/13), une section intégration du commerce devrait couvrir un certain nombre de questions. Notamment : l'établissement du lien entre le commerce et le développement, d'une part, et la réduction de la pauvreté, de l'autre; l'impact de la réforme du commerce sur la croissance et le développement économiques du pays concerné ; les questions d'accès au marché; et une évaluation des besoins en matière de capacités liées au commerce pour les PMA.

Un autre objectif du Cadre intégré sera d'assurer la coordination entre l'ensemble des parties intervenant dans toutes les activités d'assistance technique liée au commerce et de constitution de capacités.

Selon une source, la nouvelle dynamique qui se développe au sein du Sous-Comité pourrait être une réaction à la lenteur des progrès dans les pourparlers sur la Mise en œuvre.

Pour un complément d'information sur le Sous-Comité des PMA, consulter : http://www.wto.org/english/tratop_e/devel_e/d3ctte_e.htm#least_developed

Réunion du Comité intergouvernemental pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques en France

Les délégués présents à la première Réunion du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Cartagena (CIPC-I) sur la prévention des risques biotechnologiques à Montpellier, en France, du 11 au 15 décembre, ont débattu des questions relatives au partage de l'information; la constitution de capacité; la prise de décision; le transport, le conditionnement et l'identification; et la mise en conformité. Beaucoup de participants ont salué « l'esprit de Montpellier » qui devrait aider à instaurer la confiance et susciter

une dynamique politique pour le processus, mais ont également mis l'accent sur les obstacles importants qui restent à surmonter, spécialement en ce qui concerne la capacité des pays en développement à mettre en œuvre les dispositions du Protocole. Avec un accent mis sur les questions opérationnelles et techniques, la réunion a été en mesure d'écarter temporairement les tensions entre les questions du commerce et de l'environnement qui ont récemment dominé de nombreuses rencontres internationales.

Constitution de capacité, manutention et transport

Concernant la constitution de capacité (articles 22 et 28), certains délégués ont relevé les différents niveaux de capacité en matière de prévention des risques biotechnologiques dans les pays en développement, et appelé à un travail d'inter-session pour évaluer les besoins nationaux. Plusieurs priorités en termes de constitution de capacité ont été mentionnées, allant des ressources humaines aux capacités législatives, réglementaires et institutionnelles.

Les délégués ont invité le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à accélérer la mise en œuvre de la stratégie de constitution de capacité qui cible les pays ayant des besoins fondamentaux dans ce domaine. Ils ont également demandé au PNUE et au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB), d'organiser une réunion d'experts pour élaborer des propositions en matière de constitution de capacité, en préparation à la seconde réunion du CIPC (CIPC-2) et ont fait appel à communications au Secrétariat de la CDB sur les besoins et les initiatives en matière de constitution de capacité, devant être rassemblées pour le CIPC-2.

Les délégués ont également débattu de questions relatives à la manutention, au transport, au conditionnement et à l'identification des organismes vivants modifiés (OVM ; article 18). Contrairement aux négociations du Protocole au début de l'année, durant lesquelles cette rubrique de l'ordre du jour a pratiquement mené à l'échec des pourparlers, les discussions au CIPC-1 ont été plus feutrées. Certains ont estimé que les grands exportateurs d'OVM s'occupaient essentiellement de s'assurer qu'il n'y aurait aucune discussion avant le délai imposé de deux ans après l'entrée en vigueur du Protocole.

Dans leur décision concernant les actions d'inter-session, les délégués ont invité les gouvernements et les organisations internationales concernées à soumettre au Secrétariat de la CDB, d'ici mars 2001, les informations sur les pratiques, règles et normes en vigueur ayant trait à l'article 18, en vue d'une synthèse pour le CIPC-2. Les délégués ont également mis l'accent sur le fait qu'il ne fallait plus simplement éviter les conflits avec l'OMC mais passer au stade de coordination active avec ses organes chargés d'établir les normes.

Mécanisme de mise en conformité

Concernant la mise en conformité (article 34), les négociations ont essentiellement porté sur la nature d'un mécanisme en conformité; la procédure de déclenchement; le mécanisme institutionnel et le rôle de la Réunion des Parties; et les conséquences de la mise en conformité. De nombreux délégués ont convenu que le mécanisme de mise en conformité du Protocole devait être non-conflictuel, non judiciaire, facilitateur, transparent, équitable, sûr et opportun. Si les ONG ont appelé à des sanctions vigoureuses pour garantir l'adhésion aux dispositions du Protocole, la plupart des pays ont été en

faveur de mesures d'incitation et de facilitation pour la mise en conformité, avec un accent particulier sur les besoins spéciaux des pays en développement. Les délégués ont invité les gouvernements à soumettre leurs points de vue au Secrétaire exécutif pour une synthèse en vue de leur examen lors d'une réunion d'experts ouverte devant se tenir immédiatement avant le CIPC-2.

Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques

Les discussions sur le partage des informations se sont concentrées sur l'architecture du Centre d'échange sur la prévention des risques technologiques et sur les détails de la mise en œuvre de sa phase pilote (article 20). Il y a eu un accord général sur le fait que le Centre d'échange devait inclure tous les gouvernements; prendre en compte le partage d'information électronique et non électronique; et se prêter à un développement rapide. En outre, il devrait incorporer en priorité : des informations sur les points focaux pour l'accord préalable en connaissance de cause, la législation nationale et l'évaluation des risques; et intégrer des informations pour l'article 11.1 (partage des informations).

Le lien entre le partage des informations et la constitution de capacité a été fréquemment mis en évidence durant les négociations. Dans leur décision concernant les activités d'inter-session, les délégués ont préconisé que la phase pilote soit initiée dès que possible. Des observateurs se sont dits préoccupés du fait que ces mécanismes de mise en œuvre pourraient suivre ce qui est perçu comme le modèle peu concluant de la mise en œuvre de la Convention mère, la CDB.

Les délégués ont également débattu des devoirs, du rôle et des membres potentiels d'une Liste d'Experts, et ont appelé à la sélection d'experts et à des positions gouvernementales sur la préparation de la liste. Le débat sur les mécanismes et les procédures de prise de décision (article 10) a mis en évidence le désaccord persistant sur la question de savoir si les OVM étaient intrinsèquement dangereux, certains soutenant que le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques devait tirer les enseignements des expériences des Conventions de Bâle et de Rotterdam, qui traitent toutes deux du transport des substances manifestement dangereuses.

Le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques régit le transfert, l'utilisation et la manutention dans de bonnes conditions de sécurité des OVM pouvant avoir des effets négatifs sur la diversité biologique, en tenant compte des risques pour la santé humaine, avec une concentration particulière sur les mouvements transfrontalières. Le Protocole a été adopté comme accord complémentaire à la Convention sur la diversité biologique, le 29 janvier 2000. La seconde réunion du CIPC se tiendra les 1-5 octobre 2001 à Montréal, au Canada. Les questions devant y être discutées comprennent la responsabilité et la réparation; la surveillance et l'établissement de rapports; le Secrétariat; l'orientation pour le mécanisme financier, les règles de procédure pour la Réunion des Parties; les questions de mise en œuvre; un projet d'ordre du jour provisoire pour la Réunion des Parties; et des éléments en suspens depuis le CIPC-1.

Pour des informations complémentaires sur la réunion et les documents pertinents, consulter :

<<http://www.biodiv.org/biosafe/protocol/iccp/iccp1/index.html>>

Réunion des Comités de la CITES sur les végétaux et les animaux

Les délégués quittant les réunions des 7-15 décembre des Comités des végétaux et des animaux de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) à Shepherdstown, aux Etats-Unis, ont fait part de leur satisfaction devant les progrès réalisés. Les réunions ont soulevé la question récurrente de savoir si la CITES s'occupait essentiellement d'autorisations ou d'interdictions du commerce, et/ou si elle était essentiellement un outil de conservation, de coopération et de formation.

Comité des végétaux : La 10^{ème} Réunion du Comité des végétaux s'est concentrée essentiellement sur les questions de procédure, en abordant des questions relatives aux plantes médicinales, aux orchidées, à la propagation artificielle du bois, à l'important commerce des végétaux et à des initiatives stratégiques de planification et de formation. Le lancement de plusieurs projets portant sur des espèces a été perçu comme le principal résultat de la réunion, notamment des projets sur les orchidées, les cactus, les cycadées et la flore malgache. Si les participants ont été généralement satisfaits du travail réalisé, certains ont estimé qu'il fallait impliquer davantage d'experts scientifiques pour développer d'autres projets. En général, le Comité a réalisé son objectif global qui était de susciter des initiatives et une coopération entre les participants.

Comité des animaux : Les délégués à la 16^{ème} Réunion du Comité des animaux ont abordé avec succès la plupart des questions figurant sur l'ordre du jour chargé. Des progrès ont été réalisés en particulier sur les questions relatives à la classification des esturgeons et l'étiquetage du caviar, le commerce des tortues marines et des tortues d'eau douce, et les questions de plus en plus vitales des coraux durs et des hippocampes.

Les deux réunions ont mis en évidence les problèmes de mise en œuvre auxquels la CITES est confrontée, avec son listing de plus de 300.000 espèces. Cette difficulté, selon des sources, est aggravée par des problèmes de communication et de bureaucratie entre les différents groupes impliqués dans la mise en œuvre, notamment les Autorités scientifiques et celles chargées de la gestion, les Parties, les Comités, les responsables gouvernementaux et le Secrétariat. En outre, certains délégués se sont interrogés sur le rôle et l'efficacité de la CITES dans la conservation. Avec la concentration de la Convention sur le niveau des espèces, certains se sont demandés si elle peut faire face à sa responsabilité qui est de minimiser les impacts de ses actions sur les habitats et la biodiversité.

Une autre question récurrente en cours de discussion portait sur les différentes perceptions de l'orientation de la CITES – essentiellement le commerce ou la conservation – et les différences qui en découlent dans l'interprétation du rôle de la CITES ainsi que des fonctions spécifiques des Comités des végétaux et des animaux. Certains commentateurs estiment que la CITES régit actuellement le commerce à des fins de conservation plutôt qu'elle n'agit comme un outil de conservation qui permet le commerce. Les délégués partisans du commerce ont continué à appuyer l'utilisation durable pour justifier le commerce, en préconisant le con-

(suite à la page 18)

Réunion des Comités de la CITES... (suite de la page 17)

cept de rendement durable maximum pour déterminer les critères de listing, tandis que les écologistes étaient en faveur d'approches de précaution et mettaient en garde contre l'utilisation du modèle d'utilisation durable maximum, inspiré de la pêche pour tous les végétaux et les animaux.

La CITES est entrée en vigueur en 1975, avec comme objectifs la surveillance et l'élimination du commerce international des espèces menacées d'extinction; la préservation de ces espèces faisant l'objet d'une exploitation commerciale internationale pour préserver l'équilibre écologique; et l'aide aux pays en vue d'une utilisation durable des espèces à travers le commerce international. Avec actuellement 152 Parties, c'est le traité international sur la conservation le plus vaste.

La CNUCED lie la baisse des droits de douane à une augmentation des procédures antidumping

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a, dans une note d'information émanant de la Réunion des experts des 4-6 décembre sur l'Impact des mesures antidumping et compensatoires, mis en évidence l'incidence accrue des investigations et des mesures antidumping depuis la création de l'OMC en 1995.

Selon le document, si les exportations des pays en développement continuent d'être les principales cibles des mesures antidumping appliquées par les pays développés, les pays pauvres comptent actuellement pour 50% des procédures antidumping. La CNUCED explique cet accroissement par le fait qu'après avoir réduit leurs régimes tarifaires de manière dynamique, les pays doivent à présent avoir recours à des mesures antidumping pour protéger leurs industries nationales.

Les mesures antidumping pratiquées contre les pays en développement se traduisent par l'instauration d'un climat d'instabilité et d'incertitude pour leurs exportations, ce qui a entraîné des réductions des volumes des échanges et des parts de marché pour leurs produits, selon le rapport.

Le recours accru aux mesures antidumping et le nombre croissant de différends liés à ces procédures a incité de nombreux pays en développement à appeler à des aménagements dans l'application des droits antidumping à l'OMC. Le document souligne qu'en raison de contraintes en matière de ressources, les petites et moyennes entreprises (PME) des pays en développement ont des difficultés à défendre leurs intérêts dans les investigations antidumping et ne sont généralement pas en mesure d'appliquer des mesures compensatoires adéquates. Par contre, les pays développés sont mieux placés pour financer des investigations antidumping rigoureuses aboutissant à une plus large application des mesures.

Lors de la réunion du 4 au 6 décembre, plusieurs experts juridiques ont expliqué qu'une révision de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires du Cycle d'Uruguay était nécessaire pour endiguer le flot des recours abusifs à cet Accord comme instrument de protection.

Pour télécharger la note d'information : <http://www.unctad.org/en/pub/pubframe.htm>, et rechercher « antidumping ».

Un rapport de la Banque Mondiale met en cause le protectionnisme des pays développés

La Banque mondiale a publié récemment un rapport intitulé Perspectives économiques mondiales et pays en développement dans lequel il affirme que les volumes du commerce mondial ont connu, en 2000, la hausse la plus forte depuis la période qui a suivi la crise du pétrole des années 70. Si la tendance se poursuit, lit-on dans ce rapport, les volumes des échanges atteindront un taux de croissance de 12,5% d'ici la fin de l'année. En dépit de ces chiffres, le document de la Banque Mondiale montre également que les pays les plus pauvres n'ont pas fait partie des principaux bénéficiaires de l'expansion récente des échanges, particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne, où les volumes des exportations n'ont pas connu une hausse comparable à celle des autres régions.

Elle soutient par ailleurs que les problèmes commerciaux des pays les plus pauvres sont aggravés par leur accès limité aux marchés du Nord. Le rapport appelle les pays développés à restreindre leur recours à des obstacles (droits de douane, subventions) à l'importation de marchandises – particulièrement les produits agricoles et les textiles – des pays en développement. L'étude met en garde contre l'incorporation des normes et des sanctions en matière d'environnement et de travail aux accords commerciaux, en soutenant que ceci aura pour seul effet de constituer un obstacle supplémentaire à l'accès aux marchés des pays développés pour les produits des pays en développement. En outre, selon la Banque, « L'imposition de sanctions commerciales risque d'être accaparée par des intérêts protectionnistes et nuit aux travailleurs car elle réduit la demande de marchandises qu'ils produisent ».

L'incapacité des pays pauvres à participer pleinement à l'expansion du commerce mondial s'explique également, par le fait que nombre de ces pays dépendent toujours de financements fondés sur les droits de douane, ce qui génère des coûts supplémentaires pour les exportateurs et réduit leur compétitivité sur les marchés internationaux. L'étude soutient également que des infrastructures et des services d'exportation insuffisants, des coûts de transport relativement élevés et des taux de change volatiles continuent d'entraver l'exportation de marchandises.

La Banque mondiale donne une bonne appréciation aux pays en développement qui ont libéralisé leurs marchés nationaux de « manière dynamique » tout au long des années 80 et au début des années 90 – en Amérique latine et en Asie du sud, par exemple – avec des volumes d'échanges beaucoup plus élevés. La « libéralisation dynamique », explique la Banque, a créé les conditions économiques nécessaires pour attirer les investisseurs étrangers ayant des intérêts majeurs pour l'exportation. Mais elle met en garde contre le fait qu'un fléchissement attendu de la consommation aux Etats-Unis, une hausse des prix du pétrole brut et des prêts improductifs en Asie du sud-est seraient susceptibles de ralentir considérablement la croissance sur les marchés mondiaux, limitant ainsi l'efficacité des modèles de développement tiré par les exportations dans les pays en développement. Pour un complément d'information sur ce rapport, consulter :

<http://www.worldbank.org/html/extpb/gep2001.htm>

Réunion du Comité de l'agriculture ... (suite de la page 4)

équitable et est contraire aux objectifs du système commercial multilatéral. C'est un exemple classique de « politique protectionniste ». Le délégué australien a invité les Membres à « entamer

les discussions sur les instruments de politique spécifiques qu'ils proposent d'utiliser ».

De nombreux pays en développement aimeraient resserrer plutôt qu'élargir les critères des subventions de la boîte verte pour les pays industrialisés et éliminer totalement la catégorie de soutien exempté de réduction de la boîte bleue. Dans le même temps, ces pays recherchent une plus grande latitude pour subventionner leurs propres préoccupations autres que d'ordre commercial, notamment l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la capacité de production, le renforcement de l'emploi pour les populations rurales pauvres et la réglementation contre les importations bon marché subventionnées.

Lors de la réunion de novembre, la Communauté des Caraïbes a favorablement accueilli la contribution apportée par le document de discussion pour « une compréhension des différentes préoccupations autres que d'ordre commercial de tous les Membres, tout particulièrement des pays en développement et des PMA ». Elle a déclaré que les questions soulevées dans la communication de Maurice sur les préoccupations autres que d'ordre commercial des pays en développement reflétaient bien « l'importance de ces préoccupations telles que la sécurité alimentaire, les préoccupations particulières de pays et de régions sortant de régimes commerciaux préférentiels, le développement rural dans toutes ses dimensions et la diversité écologique et environnementale ».

En réponse au document de la Corée et du Japon sur la sécurité alimentaire, plusieurs pays en développement ont soutenu que les pays riches importateurs nets de produits alimentaires n'avaient pas besoin de subventions pour « préserver un certain niveau de production nationale » car ils disposaient d'excédents commerciaux et de réserves de devises pour payer les produits alimentaires importés.

Adoption d'une position commune européenne et discussions en Session spéciale

Les ministres de l'agriculture de l'UE ont approuvé, le 21 novembre, une position de négociation « sans surprises » pour les pourparlers sur l'agriculture à l'OMC. La proposition globale en 26 points réitère les principaux éléments des propositions européennes antérieures, notamment la volonté de négocier les réductions du soutien interne, à la condition que les boîtes verte et bleue soient maintenues, ainsi que les règles qui s'y appliquent; de conditionner les réductions des subventions à l'exportation à des négociations sur d'autres formes de soutien à l'exportation (y compris les crédits d'exportation, les entreprises commerciales étatiques et l'aide alimentaire); et d'aborder les négociations sur l'accès aux marchés à travers la formule de réductions tarifaires du Cycle d'Uruguay.

Lors de la Session du 5 au 7 février l'UE a continué à argumenter en faveur de la multifonctionnalité, estimant que celle-ci devrait être reconnu dans toute négociation concernant l'Accord sur l'agriculture à l'OMC.

Bien-être des animaux et autres questions litigieuses : Une longue section sur les « préoccupations autres que d'ordre commercial » défend le concept de caractère « multifonctionnel » de l'agriculture prôné par l'UE, notamment « sa contribution au développement durable, à la protection de l'environnement, à la vitalité

durable des zones rurales et à l'allègement de la pauvreté ». Les pays développés et en développement devraient être autorisés à préserver le soutien à ces fins par l'intermédiaire de la boîte verte, qui est exemptée des prescriptions de réduction.

Les ministres ont confirmé leur souci du bien-être des animaux, la seule préoccupation autre que d'ordre commercial abordée jusqu'ici en détail par l'UE. Lors de la Session spéciale de septembre, seuls les alliés les plus proches de l'UE sur la multifonctionnalité ont fait part de leur appui, alors que les membres du Groupe de Cairns et les pays en développement étaient tout particulièrement critiques sur la position de l'UE qui considérait que les Membres de l'OMC devaient être autorisés à prendre en compte « cette préoccupation légitime » en exemptant « la compensation des coûts supplémentaires pour satisfaire aux normes du bien-être des animaux, des engagements de réduction, là où il peut être clairement démontré que ces coûts découlent directement de l'adoption de normes plus élevées et qu'ils n'ont donc pas d'effets de distorsion des échanges, ou tout au plus, à un niveau minimal ».

Une autre position controversée – quoique plus largement partagée – concerne « les opportunités de concurrence équitable pour les produits dont la qualité et la réputation sont liées à leur origine géographique et à un savoir-faire traditionnel ». Cette proposition a été faite indépendamment dans un document antérieur sur la qualité des produits alimentaires, et comprend différentes dispositions visant à renforcer les mesures pour « garantir une protection effective contre l'usurpation des noms de produits agricoles et d'aliments ». (Parallèlement à ses efforts visant à introduire les origines géographiques dans les négociations sur l'agriculture, l'UE joue un rôle de premier plan au Conseil des ADPIC pour étendre la protection des indications géographiques à des produits autres que les vins et spiritueux. Cette protection signifierait par exemple que le fromage Edam ne pourrait être fabriqué qu'aux Pays-Bas sous ce même nom).

L'UE continuera également de défendre l'acceptation du principe de précaution pour garantir la sécurité sanitaire des aliments. Reconnaisant les préoccupations d'autres Membres de l'OMC concernant la mise en œuvre potentiellement protectionniste de ce principe, l'UE propose que les Membres clarifient son application. En outre, l'UE luttera pour le maintien de la clause de sauvegarde spéciale et de la clause de paix (cette dernière doit expirer fin 2003, et certains pays ont appelé à la suppression de la clause de sauvegarde spéciale pour les pays développés).

Traitement spécial et différencié : Dans la section relative au traitement spécial et différencié, l'UE propose que les pays industrialisés et les pays en développement les plus riches fournissent « des préférences commerciales significatives aux pays en développement et aux PMA », mais ajoute en note de bas de page, que le Conseil des ministres de l'UE est toujours en train de débattre de la disposition selon laquelle l'Union « s'engage à fournir un accès en franchise à essentiellement tous les produits des PMA, notamment les produits agricoles ».

D'autres mesures relatives au traitement spécial et différencié comprennent la protection au titre de la boîte verte pour les mesures de soutien interne des pays en développement qui favorisent « la vitalité durable des zones rurales » et prennent en compte les préoccupations en matière de sécurité alimentaire « comme moyen

(suite à la page 20)

Réunion du Comité de l'agriculture ... (suite de la page 4)

d'allègement de la pauvreté ». La clause de minimis pour le soutien interne devrait être « réexaminée » et l'aide alimentaire des pays industrialisés devrait être fournie totalement sous forme de subvention. La proposition de l'Union européenne a été débattue lors de la réunion du 7 février. Elle a été mieux accueillie par les pays s'opposant au concept de la multifonctionnalité de l'agriculture que celles précédentes de l'UE. Ces derniers ont considéré que la proposition européenne va dans le sens de la libéralisation de l'agriculture.

Dans le domaine des considérations autres que d'ordre commercial, le Groupe de Cairns et les Etats-Unis ont répondu positivement à la position de l'UE demandant que les mesures « devraient être bien ciblées, transparentes et leur mise en œuvre devrait être assurée dans des conditions perturbant le moins possible les échanges ». Ces pays ont cependant réaffirmé leur position contre l'idée de l'UE de maintenir et d'étendre la « clause de la paix » et d'utilisation de « sauvegardes spéciales ». Selon l'Article 13 de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC, les Etats Membres doivent s'abstenir d'engager des actions contre les subventions à l'agriculture jusqu'à 2003.

L'Inde propose une « Boîte sécurité alimentaire »

En février, lors de la Session spéciale du Comité de l'agriculture, l'Inde a proposé la création d'une « boîte sécurité alimentaire » qui devrait accorder au pays en développement une flexibilité suffisante pour répondre à leur besoins en matière de sécurité alimentaire. Cette suggestion reprend, pour l'essentiel, l'idée d'une « boîte de développement » pour l'agriculture défendue par les pays en développement lors de la troisième Conférence ministérielle de Seattle, en 1999.

L'argument utilisé par l'Inde pour justifier cet « espace politique » est que les pays en développement, qui manquent de ressources et d'infrastructures pour gérer leurs vulnérabilités économiques et géographiques, sont en situation de « désavantage » comparatif par rapport à leurs concurrents des pays développés. Pour l'Inde seule une combinaison des effets bénéfiques des subventions à l'agriculture et un accès facilité aux marchés des pays développés pourra garantir suffisamment la sécurité alimentaire dans les pays en développement et minimiser les risques liés à leurs vulnérabilités.

La proposition indienne inclut, selon des observateurs proches de l'OMC, une demande faite aux pays en développement de ne s'engager à l'ouverture de leurs marchés que quand les pays développés auront montré leur volonté de réduire les subventions et de limiter les protections de leur propre marchés.

Les pays développés ont soutenu la proposition indienne, à l'exception des membres du Groupe de Cairns, et certains d'entre eux ont demandé de pouvoir exporter sur le marché indien. La Nouvelle Zélande, l'UE et les Etats-Unis ont indiqué que les pays en développement ne doivent pas être exonérés de libéralisation.

La proposition japonaise très mal accueillie

La proposition japonaise, discutée à nouveau lors de la Session du 7 février insiste sur six points : 1) le caractère multifonctionnel de l'agriculture (sécurité alimentaire, préservation des zones rurales et protection de l'environnement, héritage culturel) la particularité des

types d'agriculture d'un pays à l'autre; 3) la nécessité d'assurer la sécurité alimentaire; 4) le processus de réforme de l'agriculture doit maintenir un équilibre entre les droits et obligations des pays importateurs de produits agricoles et exportateurs; 5) la prise en compte des besoins des pays en développement ; 6) la prise en compte des intérêts des consommateurs et de la société civile.

La proposition du Japon a bénéficié de l'appui des partisans de la multifonctionnalité de l'agriculture (l'UE, la Norvège, la République de Corée, la Suisse et Israël). Mais elle a été fortement critiquée par les Etats-Unis et le groupe de Cairns qui dénoncent certaines propositions consistant à réduire le volume des quotas de certains produits agricoles, ce qui reviendrait selon eux à l'abandon de certains accords pris lors du Cycle de l'Uruguay. Ces pays considèrent que le Japon devrait permettre l'ouverture de son marché aux produits agricoles tout autant qu'il a pu bénéficier de celui des autres pour effectuer son industrialisation. Le Japon reste ferme sur sa position en déclarant « être en faveur de l'établissement de règles et de disciplines loyales et équitables, qui non seulement éviteront de faire du tort à l'agriculture de chaque pays, mais permettront aussi aux divers types d'agriculture de coexister ». Il faut rappeler que le Japon est le premier pays importateur net de produit alimentaire.

La prochaine Session Spéciale du Comité de l'agriculture est prévue les 22 et 23 mars pour approfondir les discussions sur certaines propositions qui ne l'ont pas été assez au cours de la Session du 5 au 7 février, notamment celle de l'Inde.

Nouvelles régionales africaines

Cinquième Conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de l'UEMOA: accélérer et consolider l'intégration

La cinquième conférence des chefs d'Etats des huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) s'est tenue en décembre à Bamako sous le signe de « l'accélération et de la consolidation de l'intégration de la sous-région ». Au cours de cette réunion qui était suivie de celle de la CEDEAO, les chefs d'Etats ont fait le point sur l'intégration monétaire et les perspectives de l'UEMOA.

Dans le bilan qu'il a présenté de l'état de l'Union, le chef de l'Etat malien, Alpha Oumar Konaré, président en exercice de l'UEMOA a constaté que « malgré les efforts consentis de part et d'autre, les perspectives ne se présentent guère sous de bons auspices ». Le taux de croissance dans l'Union tourne autour de 3,5%, alors que pour lutter « efficacement » contre la pauvreté ce taux devrait être de 7%.

Il a souligné que même si dans certains Etats de l'Union, la situation économique s'est améliorée, le maintien et l'accroissement des efforts en vue d'asseoir une croissance économique durable sont nécessaires. Les Chefs d'Etats et de Gouvernement ont demandé à ce que soient renforcées d'une part, les mesures de politique économique nécessaires à un développement accéléré de l'activité dans l'Union et d'autre part, la politique de financement des activités génératrices de revenus pour les populations les plus vulnérables et les diplômés sans emplois.

La pauvreté et le poids du service de la dette ont une fois de plus été évoqués par les chefs d'Etats et de gouvernement réunis à Ba-

mako. Il a été demandé aux Etats Membres de l'Union, d'accélérer l'élaboration et/ou la mise en œuvre des stratégies nationales de lutte contre la pauvreté et des réformes économiques prévues pour faciliter leur accès aux ressources de la communauté internationale à travers le mécanisme de l'Initiative PPTE.

La « bonne tenue » des finances publiques et la mise en œuvre des plans sectoriels de développement demeure une autre préoccupation pour les Etats membres de l'Union. Un pas a été fait avec l'adoption du Code de transparence dans la gestion des finances publiques et la décision prise de reformer les systèmes de passation des marchés publics des Etats membres pour les rendre plus efficaces et conformes aux pratiques admises sur le plan international.

Les chefs d'Etats et de gouvernement, qui ont largement débattu du processus d'intégration ont promis d'accélérer le rythme d'exécution du schéma d'intégration de l'Union, notamment des volets participant à la réalisation du marché commun et à l'assainissement du cadre macro-économique de l'Union. Dans le domaine de la surveillance multilatérale des performances et des politiques macro-économiques, les Etats membres ont été appelés à élaborer les programmes dans les délais requis et à veiller à leur application effective.

La conférence a annoncé la mise en place d'une politique minière commune présentée comme un puissant levier pour le développement économique et social des Etats membres.

Création d'une zone monétaire entre certains pays de la CEDEAO

Six pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) non-membre de la zone cfa ont signé lors d'un mini sommet tenu à Bamako au mois de décembre dernier, un accord créant une deuxième zone monétaire dénommée : Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO). Cet accord a été signé par les chefs d'Etat du Nigeria et de la Sierra Leone et par les représentants des chefs d'Etat du Ghana, de la Guinée, de la Gambie et du Liberia. Des pays anglophones et francophones seront donc partenaires au sein de cette zone.

Le nouvel accord devra faciliter le processus menant à la création d'une banque centrale de l'Afrique de l'Ouest en 2002. En attendant, les six pays signataires de l'accord ont décidé de mettre en place un Institut monétaire ouest-africain afin de préparer la création de la banque, qui devrait avoir son siège à Accra, au Ghana. Le budget de cet institut s'élèvera à 5,4 millions de dollars. La CEDEAO a par ailleurs annoncé la naissance d'un Fond de stabilisation et de Coopération de la ZMAO avec un capital initial de 50 millions de dollars.

La création de cette zone monétaire est présentée comme un pas important dans les efforts d'intégration. Elle préfigure la naissance d'une monnaie unique ouest africaine prévue en 2004.

Réunion ministérielle SADC-UE

L'Union Européenne (UE) s'est engagée à contribuer à la restructuration de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC), renforcer l'égalité entre les sexes et lutter contre la pauvreté dans la sous-région. Selon un communiqué publié à l'issue d'une réunion ministérielle, les deux organisations régionales se

sont engagées à garantir et renforcer les principes fondamentaux de la démocratie, des droits de l'homme, de la bonne gouvernance et du développement.

Elles ont également convenu de favoriser le retour à la paix en République Démocratique du Congo (RDC), et à renforcer leur partenariat.

Au cours de leurs assises, l'UE et la SADC ont passé en revue les progrès enregistrés en matière de développement dans la région de la SADC depuis la dernière conférence ministérielle. Elles ont noté que la quasi totalité des Etats de la SADC avait joui d'une certaine paix et stabilité, en dépit de quelques zones d'insécurité représentées par certains pays membres déchirés par la violence et les conflits. L'UE a encouragé son secteur privé à investir dans des projets de développement industriel et agro-touristique identifiées par la SADC et a également décidé de renforcer la capacité de l'organisation sous-régionale, à gérer, prévenir et résoudre les conflits. Concernant la dette extérieure de l'Afrique, l'UE et la SADC ont exhorté les pays créditeurs impliqués dans l'initiative pour l'allègement de la dette à rendre plus effective leur participation.

Les deux parties ont aussi discuté du VIH/SIDA, de la réduction de la pauvreté, du commerce, de l'investissement, du soutien au secteur privé, du transport et des droits de l'enfant, de la lutte contre les drogues, de la prévention et de la gestion des catastrophes naturelles, et des énergies renouvelables.

Troisième sommet du COMESSA : élaboration d'un plan d'action économique

Le troisième sommet des Chefs d'Etat des pays membres de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (COMESSA) s'est tenu du 12 au 13 février à Khartoum (Soudan). Ce sommet était précédé d'une réunion des ministres des Affaires étrangères et d'un panel d'experts.

La rencontre de Khartoum qui a enregistré l'adhésion de quatre nouveaux membres (l'Egypte, le Maroc, la Tunisie et le Nigeria) a abordé les questions relatives au projet de création d'un conseil économique, social et culturel, basé à Bamako (Mali), ainsi qu'un fonds spécial pour le financement de projets de développement et d'activités humanitaires dans les Etats Membres.

Le sommet a discuté de la création «d'un noyau d'unité africaine» chargé de «répondre à la globalisation et d'autres défis internationaux avant de se pencher sur les conflits liés à l'eau et à l'alimentation, de même que sur les moyens de résoudre les conflits inter-africains. Il a aussi été question de la lutte contre la désertification et de la lutte contre la pauvreté. Les chefs d'Etat africains ont décidé de créer un «fonds spécial de solidarité pour l'aide humanitaire» au sein des 16 pays membres. Ces pays vont élaborer un plan d'action économique sur dix ans, qui sera soumis à un prochain sommet de l'organisation. Il s'agit de projets visant à lutter contre la désertification et à améliorer les communications et échanges d'énergie entre les membres.

Rappelons qu'en dehors des quatre pays qui viennent d'adhérer à la communauté, la COMESSA, fondée à l'initiative de la Libye est composée de la Libye, du Burkina Faso, de la Centrafrique, du Tchad, de Djibouti, de l'Erythrée, de la Gambie, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Soudan.

Réunion ministérielle africaine de l'OMC de Libreville : le système commercial multilatéral est-il soluble dans la transparence ?

Yash Tandon

Libreville 2000 était censé ramener l'Afrique au sein du courant dominant pour un nouveau cycle de négociations commerciales qui aurait dû inclure de nouvelles questions, telles que l'environnement, les marchés publics et le travail, ainsi que d'anciennes questions en suspens depuis Marrakech. En fait, Libreville 2000 s'est avérée être une autre défaite de l'OMC. Les ministres africains ont rejeté l'appel à un nouveau cycle de négociations. Selon des sources à Genève, la réunion de Libreville avait été étroitement planifiée et coordonnée par le Secrétariat de l'OMC, conjointement avec l'Union européenne et les Etats-Unis.

Dans ce qui est apparu comme un effort coordonné pour préparer le terrain en vue d'un nouveau cycle de négociations, et à l'insu des Africains réunis à Libreville, il y eu une réunion parallèle tenue à Bandar Seri Begawan à Brunei, entre les 21 membres de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Dans une déclaration de compromis, et en opposition aux objections faites par des pays comme la Malaisie, l'APEC est parvenue à un consensus sur un « agenda équilibré et suffisamment large » pour démarrer un cycle « devant être lancé en 2001 ».

Au cours de la réunion africaine à Libreville, le Secrétariat de l'OMC a discrètement laissé certains ministres et certains membres de délégations africaines, prendre connaissance du projet de déclaration de Brunei, non encore adopté par l'APEC, en faisant valoir que si les ministres africains n'acceptaient pas un nouveau cycle de négociations, l'Afrique serait laissée en marge. Toutefois, au milieu de pressions considérables exercées sur les Africains pour qu'ils acceptent un agenda « à base large » proposé comme amendement de dernière minute par le Ministre de l'Afrique du sud et devant être ajouté à l'agenda « équilibré » recommandé par les experts africains, les Ministres ont rejeté l'appel à un agenda « large » et ont convenu d'un programme de travail plus restreint pour poursuivre les négociations à l'OMC.

Efforts visant à se concilier l'Afrique et contexte de Libreville

Après Seattle, les grandes puissances et l'OMC ont tenté de mettre en place « des mesures d'instauration de la confiance » pour ramener l'Afrique dans le droit chemin. Immédiatement après le fiasco de Seattle, les pays riches ont promis aux pays les moins avancés (PMA) un accès en franchise de droits et sans contingentement à « essentiellement » tous leurs produits d'exportation. Ces mesures n'ont pas apaisé les pays africains, car ces « concessions », ont-ils fait valoir, ne répondaient que pour la forme aux demandes des Africains pour un partage plus équitables des avantages présumés de la mondialisation. D'autres efforts similaires pour ramener l'Afrique dans le nouveau cycle général de négociations à Genève ont aussi échoué. En conséquence, le processus de l'OMC à Genève s'est embourbé, sans pratiquement aucune avancée d'un côté ou de l'autre.

Les Etats-Unis et l'Europe sont toujours pris dans leurs négociations serrées sur l'agriculture. L'Europe exigeant des concessions dans des domaines tels que l'investissement et les marchés publics en échange de l'abandon de mesures de protection dans le domaine de l'agriculture. Celles-ci ne peuvent être assurées que dans

le cadre d'un nouveau cycle global. D'où l'intérêt des grandes nations commerciales, notamment les Etats-Unis, l'Europe et le Japon, mais aussi l'Afrique du sud (qui est un Membre des pays du Groupe de Cairns exportateurs de produits alimentaires qui poussent l'Europe à abandonner les subventions à l'agriculture) à faire pression en vue d'un nouveau cycle de négociations... D'autre part, les pays du Sud œuvrant à travers leurs négociateurs à Genève, insistent pour la résolution préalable des questions de mise en œuvre contenues dans les paragraphes 21 et 22 du Projet de Déclaration ministérielle de Seattle. Ces paragraphes traitent essentiellement de questions qui découlent largement d'aspects injustes et déséquilibrés des Accords du Cycle d'Uruguay et des engagements pris par les pays développés en faveur des pays en développement. Ces dernières font valoir que si ces questions (spécialement dans le paragraphe 21) ne sont pas considérées en priorité, elles seront soit omises soit oubliées une fois que le « nouveau cycle » aura commencé à engager les négociateurs sur des questions intéressant les grandes puissances.

Pour surmonter ce blocage à Genève, les grands partenaires commerciaux et l'Afrique du sud ont mené en coulisse des activités visant à amener les pays du Sud à accepter un nouveau cycle général de négociations. Ils ont fait valoir que c'est uniquement dans le contexte d'un tel nouveau cycle global que les questions de mise en œuvre identifiées dans les paragraphes 21 et 22 pourront être abordées. Les pays africains ne sont pas convaincus de ceci. C'est dans ce contexte qu'a été organisée la réunion de Libreville regroupant des ministres du commerce africains.

Le fiasco de Libreville

Pratiquement l'ensemble des pays africains, représentés par leurs Ministres du commerce, ont assisté à la Conférence de Libreville... Le financement de la réunion a été assuré par différents bailleurs dont la Belgique, la Chine, Taïpeh, l'Egypte, la France, le Gabon, la Grande Bretagne, l'Irlande, le Japon, le Luxembourg, le Maroc et l'Afrique du sud, ainsi que la Banque africaine de développement, l'Agence intergouvernementale de la francophonie, l'International Development Research Council (Canada), l'OMPI, le PNUD et l'Union européenne.

La réunion a été qualifiée de conférence d'information. Elle devait comprendre 24 ateliers traitant des 10 thèmes suivants, relatifs aux Accords et Règles du GATT :

1. Formalités et procédures douanières ;
2. Régionalisme et multilatéralisme ;
3. Propriété intellectuelle ;
4. Services (y compris le tourisme et le commerce électronique)
5. Agriculture et textiles ;
6. Normes environnementales ;
7. Mécanisme de règlement des différends ;
8. Mesures de défense des politiques commerciales ;
9. Capacité d'exportation et accès aux marchés ; et
10. Commerce et investissement.

L'objectif déclaré de la réunion, était d'informer et d'éduquer les responsables et les ministres du commerce des pays participants

sur les aspects techniques et la complexité des 10 aspects ci-dessus du régime commercial multilatéral, dont certains (tels que les normes environnementales et l'investissement) ne sont pas encore inclus dans l'agenda de négociation.

À l'arrivée des ministres du commerce de Libreville, toutefois, il leur fut remis un « Projet de Déclaration de Libreville » qui entre autres, engageait les ministres, s'ils étaient d'accord, à un « nouveau cycle » de négociations commerciales. Le paragraphe 9 du projet de Déclaration énonçait que les Ministres africains :

« Soulignent notre ferme détermination à nous efforcer conjointement d'accélérer le processus de libéralisation commerciale en Afrique et dans cet objectif, d'appuyer le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales, avec l'adhésion de tous les pays, qui aideront également à clarifier et à améliorer les accords existants. »

Pour la plupart des ministres, ce fut une orientation inattendue de la Conférence. Personne n'avait eu d'indication antérieure que la Conférence allait déboucher sur une déclaration politique. Ainsi, les Ministres et leurs délégations débutèrent la Conférence en soupçonnant que « quelque chose se tramait » dans leurs dos.

Après l'ouverture de la Conférence par Mr. Alfred Mabika, Ministre Gabonais du commerce, du tourisme, du développement industriel et de l'artisanat, il y a eu une série de quatre communications présentées par « des personnes ayant une grande autorité » qui ont toutes mis l'accent sur les opportunités significatives offertes par la mondialisation à l'Afrique et ont incité le continent à adhérer à un nouveau cycle de négociations. Ces quatre premiers orateurs étaient : Mike Moore, Directeur général de l'OMC, Charles Josselin, Ministre français de la coopération, Pascal Lamy, Commissaire européen au commerce et Ms Susan G. Esserman, Représentant adjoint américain au commerce extérieur.

Ainsi, Mike Moore, dans son discours, a présenté sa perception de l'objectif de cette Conférence, « première réunion de ce type en Afrique, dans l'histoire du GATT et de l'OMC », l'objectif a-t-il déclaré est « de faire prendre conscience par les dirigeants et les décideurs des pays africains, de la nécessité essentielle de participer activement au renforcement du système commercial multilatéral et aux activités de l'OMC, ainsi que de renforcer leurs capacités et leurs compétences afin de pouvoir utiliser efficacement les règles et les Accords existants, et de prendre une part plus importante, non seulement aux négociations en cours à Genève, mais aussi aux négociations futures. » Il a ajouté « Je crois en l'Afrique ... Je sais intimement que pour prévenir une plus grande marginalisation, il nous faut une nouvelle série de négociations commerciales avec l'Afrique à la table. »

En plus du « Projet de Déclaration » inséré dans les dossiers qui leur avaient été remis, ces interventions ont été, pour les ministres africains, la première indication publique que l'objectif de la Conférence était non seulement la réunion d'information que leurs lettres d'invitation leur avait présenté, mais aussi une réunion politique pour débattre de l'opportunité de mettre en branle un « nouveau cycle » de négociations commerciales « avec l'Afrique à la table de négociation ». Charles Josselin, Pascal Lamy et Susan Esserman se sont rapidement succédés pour appuyer le message de Mike Moore.

Ainsi, Susan Esserman, après avoir soutenu que la mondialisation présentait des « opportunités » pour l'Afrique, et expliqué pour-

quoi l'Afrique devait créer un « environnement propice » pour les investissements, a déclaré : « Un marché plus ouvert, assuré par les négociations sur les services en cours à l'OMC aidera les pays africains à acquérir les compétences et les infrastructures juridiques, financières, ... qui susciteront un développement plus rapide et plus durable. » Selon elle, la participation de l'Afrique aux « accords modernes » de l'OMC sur les télécommunications de base, les services financiers et la technologie de l'information serait « un signal fort en direction des investisseurs internationaux ». Elle ajouta que les Etats-Unis « partageaient avec l'Afrique » un intérêt dans « des négociations plus larges allant au-delà du programme incorporé de l'agriculture et des services ». Soulignant clairement que sans un nouveau cycle de négociations, l'Afrique ne devait pas attendre beaucoup du monde développé. Esserman a déclaré, sous forme de menace : « En outre, sans un cycle plus large qui comprend des domaines tels que les négociations sur l'accès aux marchés industriels », d'autres pays « peuvent ne pas avoir la flexibilité » de réaliser de vraies réformes dans l'agriculture.

Après que les quatre orateurs ont présenté leurs arguments expliquant pourquoi l'Afrique devait participer à un « nouveau cycle » de négociation, Ms. Sophia Kalinda, parlant au nom du Secrétaire général de l'OUA, Salim A. Salim, a soutenu qu'une connaissance des règles et de l'Accord de l'OMC « n'était pas suffisante ». Il fallait, a-t-elle rappelé aux Ministres africains, rester sur la voie de l'intégration africaine, telle que définie dans le Traité d'Abuja. Le Traité, dit-elle, a mis en branle « un processus de libéralisation progressive du commerce, d'intégration sectorielle, de développement des infrastructures et de développement d'un marché africain interne ». Elle a mis l'accent sur la nécessité de créer « un marché africain unique », « de modifier la structure de l'économie africaine et de réduire la dépendance externe ». Elle a terminé en rappelant aux Ministres les prises de position adoptées par l'OUA au cours d'une réunion précédant Seattle, tenue à Alger en septembre, positions réitérées en septembre 2000, dans la Déclaration du Caire.

Après les séances d'ouverture, les ateliers techniques ont commencé leur travail dans des séances parallèles, l'après-midi du lundi 13. À 18 heures, une réunion des Ministres du commerce était prévue en « séance fermée » pour examiner le projet de déclaration. C'est une méthode bien rodée pour amener les Ministres à se mettre rapidement d'accord sur un point. Dans le passé, au cours des cycles antérieurs de négociations, les Ministres africains, non assistés par leurs experts, étaient soit amadoués soit contraints pour signer des accords dont ils ne comprenaient que partiellement ou pas du tout les répercussions pour leurs pays. Depuis le Cycle de négociations d'Uruguay, les pays africains sont devenus plus méfiants. Ils tentent de se désengager des difficultés dans lesquelles ils se sont mis en contractant des engagements contraignants (tels que les ADPIC) à l'élaboration desquels ils n'ont pas participé. Ceci explique la méfiance totale qu'ils éprouvent vis-à-vis des processus de l'OMC. Ces processus ne sont pas fondés sur les principes fondamentaux de transparence et d'ouverture.

En conséquence, quand le « Projet de Déclaration de Libreville » a été présenté à la réunion « exclusivement ministérielle », les Ministres, cette fois, avaient leurs experts à leurs côtés. Des efforts à la porte visant à empêcher ces experts d'entrer dans ce qui équivalait à la « Green Room » à Libreville, ont échoué. On est en Afrique, affirment-ils, et non à Genève ou Seattle. Lors de la réu-

(suite à la page 24)

Réunion ministérielle africaine ... (suite de la page 23)

nion, le ministre gabonais du commerce, présenta le « projet de Déclaration » pressant ses homologues de le signer. Toutefois, on croit comprendre que dans le premier groupe d'interventions présentées par 20 Chefs de mission, seuls deux se sont déclarés fortement en faveur du Projet de Déclaration, 15 s'y sont opposés et 3 n'ont pas exprimé d'avis.

Interrogé à la sortie de la réunion, le Ministre zambien du commerce, Harrington William, a déclaré qu'il ne pouvait accepter le Projet de déclaration, car « il manquait de transparence ». L'objectif de la réunion, fait-il remarquer, était de « d'accroître notre compréhension de l'OMC, et non de faire une déclaration politique. » Il a déclaré que les ministres africains n'avaient pas été consultés à l'avance et qu'ils avaient besoin de temps. Dans tous les cas, des questions de cette nature, font ils remarquer devaient être débattues « dans une réunion africaine, et non ici » et que les pays de la SADC devaient s'en tenir à la position qu'ils avaient adoptée à la réunion de Sun City en Afrique du sud, en 1998, à la réunion de l'OUA à Alger, en 1999, récemment confirmée à la réunion du Caire de septembre 2000. Le Ministre d'Etat pour l'industrie et la technologie ougandais, Abel Rwendeire, a déclaré que le texte de la Déclaration allait au-delà du mandat qu'il avait reçu. Il a soutenu que l'idée d'un nouveau cycle de négociations aurait dû être avancée plus tôt, pour permettre de mener des consultations adéquates à Genève et dans les capitales.

Le Ministre conseiller d'Egypte, Dr. Magdi A. Farahat, a confirmé que le sentiment général durant la réunion était que la manière dont le Projet de déclaration avait été introduit manquait de transparence. Pour sa part, la déclaration est imparfaite, tant pour des motifs de procédure que de fond. Normalement, les Ambassadeurs africains à Genève font le travail préparatoire. Il y avait donc, selon lui un « vice de procédure » dans la façon dont la question avait été traitée. Selon lui, une Déclaration de cette nature nécessiterait un « type de format différent » du format actuel, qui est un format « pour l'éducation et l'information. »

Outre le paragraphe 9 du Projet de Déclaration, l'autre aspect qui a intrigué les Ministres, selon des sources proches de la réunion, a été le paragraphe 12, qui

Incitait nos gouvernements à participer de manière plus active et plus efficace au Système commercial multilatéral en établissant une Mission africaine conjointe auprès de l'OMC à Genève, d'ici janvier 2002 ...

Les Ministres ont senti que c'était une insulte à l'OUA, qui avait un Bureau à Genève, et au Groupe des Ambassadeurs africains qui existait déjà à Genève et qui se réunissait régulièrement pour étudier les questions d'intérêt commun à l'Afrique, sur des sujets relatifs au système commercial multilatéral. Interrogé sur ce qu'il pensait de ce paragraphe, l'Ambassadeur de l'Ouganda à Genève, Nathan Iumba, a confirmé que les Ambassadeurs africains basés à Genève étaient très actifs concernant les questions commerciales. Selon lui, le Secrétariat de l'OMC semblait moins transparent que le Groupe, et ne le consultait pas quand ceci n'était pas dans l'intérêt des grandes nations commerciales, qui contrôlaient effectivement les processus à l'OMC. Il a déclaré qu'avant la Conférence de Libreville, les Ambassadeurs africains avaient pris contact avec le Directeur général de l'OMC, Mike Moore, et lui avaient demandé s'il y aurait une Déclaration à la réunion de Libreville, car

des rumeurs circulaient à Genève sur le fait que le Secrétariat préparait une telle déclaration. Les Ambassadeurs ont averti Moore que s'il y avait un tel document, ils souhaitaient le voir avant la réunion de Libreville pour y apporter leurs contributions. Toutefois, affirme Iumba, il n'y avait eu aucune réaction de Moore ou de son Secrétariat, jusqu'à ce qu'ils retrouvent le Projet de Déclaration de Libreville entre les mains des Ministres, la veille même de la réunion. Ceci, estime-t-il, ne faisait que confirmer le manque de transparence dans la manière dont le Secrétariat de l'OMC opérait. Il ne pouvait pas comprendre comment le paragraphe 12 pouvait se justifier, à moins qu'il s'agisse d'un effort délibéré pour saper le Groupe des Ambassadeurs africains à Genève et l'OUA.

Il y a eu, toutefois, deux Ministres pour appuyer le Projet de déclaration proposé. Le Ministre du Burkina Faso aurait déclaré que l'Afrique devait prêter attention aux conseils donnés par les délégués de l'UE et des Etats-Unis lors de la séance plénière, et que cette Conférence devait être « un signal fort en direction des investisseurs » en optant en faveur d'un nouveau cycle de négociations. Comment une Conférence ministérielle importante pouvait se conclure sans une déclaration, a-t-il demandé. Le Ministre de la Guinée Bissau se serait également déclaré fortement en faveur de la signature du projet de Déclaration. Mais d'autres pays comme la Mauritanie, le Bénin, le Sénégal et le Mali auraient été peu enthousiastes à propos du Projet de Déclaration. Le délégué du Mali aurait soutenu qu'ils n'étaient pas venus à la Conférence pour signer une Déclaration. Il a souligné que l'Afrique doit réexaminer les déclarations précédentes qui n'avaient pas été mises en œuvre et qu'un communiqué reflétant les préoccupations des Africains figurant dans les déclarations antérieures devrait suffire comme déclaration pour cette Conférence.

Au cours d'un débat tumultueux, ont déclaré des personnes à la réunion, plusieurs Ministres ont suggéré que tout ce qu'il fallait, c'était un communiqué ou une déclaration du Président, remerciant le gouvernement hôte et l'OMC pour l'organisation d'une conférence éducative utile, plutôt qu'une Déclaration. Mais quand d'autres délégués ont insisté pour que quelque chose de plus qu'une simple motion de remerciement soit produite, il semble qu'il y a eu un consensus pour demander aux experts basés à Genève de rédiger un texte que les Ministres examineraient le lendemain.

A la fin de la première série de discussions, le Président de la réunion a tenté d'en faire le résumé. Il a indiqué que « deux tendances de nature régionale » semblaient se dessiner à la réunion, mais il ne s'est apparemment pas étendu sur ce qu'étaient ces deux tendances. Il aurait soutenu que l'Afrique ne pouvait se permettre « de rester à la traîne » dans le processus de mondialisation, et que le continent ne devait pas avoir peur des négociations, qu'il devait s'engager dans les négociations et préciser ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas. A ce stade, le Ministre du commerce et de l'industrie du Botswana, Mme Tebelelo Seretse, aurait fortement contesté le Président. Elle a insisté pour qu'il se conforme au consensus qui semblait s'être dessiné, et qu'il demande aux experts du commerce basés à Genève d'élaborer un projet de communiqué ou une déclaration du président que les Ministres examineraient.

Le jour suivant, mardi 14, les experts se sont réunis pour rédiger un « Texte » remerciant les hôtes et l'OMC d'avoir organisé un atelier dont l'objectif était de fournir aux Ministres des informations et des connaissances concernant les rouages de l'OMC. La paragraphe fondamental (par. 5) du Texte déclarait :

« Nous saisissons cette occasion pour réaffirmer la position africaine telle qu'énoncée lors de nos réunions antérieures à Alger, et plus récemment au Caire, en ce qui concerne les questions de l'OMC. En particulier nous réaffirmons qu'un défi fondamental auquel le système commercial multilatéral est confronté est de garantir que les questions de développement soient prises en compte de manière résolue et satisfaisante. Les futures négociations doivent donc prendre en compte, de façon urgente, la dimension développement, notamment les éléments suivants :

- * les ajustements structurels qui exigent des économies développées quelles réduisent l'ensemble de mesures de protection et de soutien en faveur des secteurs inefficaces
- * un programme équilibré et large tenant compte des préoccupations et des intérêts des pays africains
- * un examen des questions de mise en œuvre, en particulier les engagements pris en faveur des pays en développement
- * un examen des déséquilibres résultants des Accords du Cycle d'Uruguay
- * la prise en compte des besoins de commerce et des finances des pays en développement »

Toutefois, ce texte n'a pas été jugé acceptable par le gouvernement hôte, qui a soutenu avec insistance que le Projet de déclaration proposé à Libreville était le « document de base » sur lequel il était demandé aux experts de travailler. Après une période d'incertitude et de confusion, quand il était devenu manifeste que les Ministres voulaient un texte distinct émanant des experts de Genève, un compromis a été trouvé pour tenter de « fusionner » les deux documents et s'inspirer « d'éléments communs » provenant des deux documents pour présentation à la réunion ministérielle. Toutefois, les heures d'efforts acharnés, au cours de l'après-midi, pour tenter de fusionner les documents, sous la présidence de l'Ambassadeur du Gabon à Genève, Mme Yolande Bike, se sont soldées par un échec.

Alors que les experts négociaient le texte et que l'essentiel des autres participants étaient occupés dans les ateliers techniques, une intense activité « diplomatique » avait lieu dans les antichambres et les couloirs et de la Conférence. Des rumeurs circulaient sur le fait que certains Ministres africains étaient invités par diverses « personnes ayant autorité » (telles que les quatre qui avaient prononcé les discours d'ouverture à la première séance plénière) à des « consultations à huis clos » bilatérales sur la façon de faciliter l'adoption d'une « Déclaration de Libreville ». On a également présenté, de manière discrète, un texte de déclaration qui viendrait de la Conférence de Brunei et qui semblait confirmer le fait que les pays de l'APEC avaient déjà convenu d'une « nouvelle série de négociations ». (L'APEC, comme on peut le rappeler, comprend de grandes puissances commerciales telles que les Etats-Unis, le Japon et l'Australie, ainsi que les petits pays en développement de la région). Ce fut seulement plus tard que l'on découvrit que ce qui avait été présenté n'était qu'un projet et que l'APEC n'avait pas élaboré un texte de compromis avant le mardi 16. Le Financial Times de Londres, du vendredi 17 novembre a rapporté l'histoire de la réunion de Brunei et signalé que le langage de la Déclaration de Brunei devait beaucoup aux « pressions exercées par le Président américain Bill Clinton », ainsi que par l'Australie et le Japon, en opposition avec la Malaisie et plusieurs autres pays en développement.

Toutefois, tout ceci n'était pas connu à Libreville à ce moment, du moins des délégués africains, et on a fait croire aux Ministres

africains que leur continent était le seul qui « bloquait » maintenant les progrès des négociations à l'OMC. On a également déclaré que le Ministre sud-africain du commerce et de l'industrie, Alec Erwin, et le Ministre italien du commerce, Enrico Letta (qui doit prendre la présidence des pays du G7/8 en 2001) avaient proposé de « mobiliser un appui international en vue d'une nouvelle série de négociations commerciales », si nécessaire en dehors de l'OMC.

Quand les Ministres se sont réunis l'après-midi du mardi 14, ce fut dans une grande confusion. Au niveau des documents, il y avait deux projets (le projet de déclaration initial et le « texte » proposé par les experts de Genève) ainsi que les éléments d'un troisième projet qui n'avait pas réussi à fusionner les deux premiers documents. Au niveau politique, on a cru comprendre que plusieurs délégations ont commencé à assouplir leur opposition à un nouveau cycle, ou du moins à de moins en moins manifester leur résistance. D'autre part, des délégués se sont plaints qu'eux ou leurs responsables étaient harcelés sous prétexte qu'ils « bloquaient » les progrès en vue d'un nouveau cycle. Pour sortir de l'impasse concernant le texte, il avait été finalement convenu de mettre sur pied une « équipe spéciale » de ministres et d'experts, pour voir comment parvenir à un texte de compromis le lendemain.

Le mercredi 15, un texte de compromis avait été rédigé par l'équipe spéciale et présenté aux Ministres dans l'après-Midi. Le projet de texte introduisait quelques nouveaux éléments dans la proposition des « experts de Genève », par exemple, l'appel à l'OMC de « jouer un rôle plus actif » dans le processus « d'adoption et de mise en œuvre d'un programme de constitution de capacités » et la réaffirmation de la « détermination » des Africains « à combattre la marginalisation de l'Afrique dans le processus de mondialisation ». Toutefois, sur le sujet important et controversé du nouveau cycle, le texte des experts (cité ci-dessus comme paragraphe 5) a été retenu. Le texte ne parlait pas d'un nouveau cycle, mais de « négociations futures » qui devraient, entre autres, promouvoir un « agenda équilibré » qui prendrait en compte les « préoccupations et les intérêts » de tous les pays africains.

A ce texte, le Ministre du commerce d'Afrique du sud, Alec Erwin, qui venait d'arriver par avion la veille au soir, a proposé un amendement ajoutant les termes « à base large » devant « agenda équilibré » pour que le texte indique que les futures négociations devaient promouvoir « un agenda à base large et équilibré, prenant en compte les préoccupations et les intérêts de tous les pays africains »...

Toutefois, l'expression « à base large » n'a pas emporté l'adhésion des Ministres. Ils ont craint que cette expression ne soit interprétée comme « globale » et que ceci pourrait engager l'Afrique sur une pente menant à l'ouverture de futures négociations. En conséquence, le texte écrit qui a finalement été adopté par les Ministres tard dans la soirée du mercredi 15 ne parlait que d'un « agenda équilibré ».

Il a fallu quelques heures de plus pour déterminer si le texte était une déclaration ou un communiqué. Il y a eu une forte opposition à ce qu'il soit appelé déclaration. Les ministres se sont finalement mis d'accord sur le terme « Communiqué final » comme titre du texte. Dans les dernières minutes de la réunion, le Président a lu à haute voix le communiqué et ajouté les termes « à base large » dans le paragraphe en question, qui, dans la version écrite, ne parle que d'un « agenda équilibré ».

Conférence Panafricaine et internationale pour l'Annulation de la dette du Tiers Monde : pour une annulation totale et sans conditions

Plus de 200 représentants d'organisations venus de tous les continents, Afrique, Amérique, Asie, Europe ont participé à Dakar, du 11 au 17 décembre 2000, à la Conférence Panafricaine et Internationale pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde et l'élaboration d'alternatives de développement organisée par la Coalition Jubilee 2000 et le Congad (Sénégal)

L'impact de la dette sur l'éducation, sur la santé, l'emploi, les conséquences des politiques d'ajustement structurels ont été autant de thèmes discutés par les participants au cours de cette réunion. Mais, le temps fort a surtout été le tribunal des femmes du sud présenté sous forme de pièce théâtrale mettant en accusation la Banque Mondiale, le FMI, les Pays du G7 et les gouvernements du sud. Les victimes étant les couches de la populations ont subi «les conséquences désastreuses de la dette et des politiques d'ajustement». Toutes les coalitions, (des femmes, des jeunes, des syndicats, des artistes) ont donné leur avis sur la question pour fustiger les conditions dans lesquelles les pays du Tiers-Monde empruntent et payent la dette.

Le manifeste qui a été adopté en plénière rend compte de la perversité de la dette, pierre angulaire d'une mondialisation exclusivement économique et financière, et dégage toute une série d'alternatives pour sortir l'Afrique et le Tiers-Monde de l'économie d'endettement. Il appelle à une annulation immédiate et inconditionnelle de la dette africaine, l'arrêt des programmes d'ajustement structurels, même rebaptisés cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

Les participants à la réunion de Dakar ont élaboré une stratégie à mettre en œuvre, allant du changement radical des politiques de développement au renforcement de la coopération Sud-Sud. Pour eux, il est essentiel de s'attaquer aux facteurs structurels qui sont à la base de la crise de la dette. Une revue approfondie des politiques d'emprunts extérieurs ainsi que l'utilisation de ceux-ci s'impose.

Sur le plan extérieur, il faudrait selon eux, agir sur plusieurs fronts en mettant en place des mécanismes visant à stabiliser les prix des matières premières et les produits de base. Dans le même temps, les pays africains doivent accélérer leur intégration économique afin de réduire leur dépendance extérieure et créer les conditions d'un développement autonome.

Une autre proposition élaborée par les participants à la réunion de Dakar concerne la restitution et réparation dues à l'Afrique par les pays occidentaux. Il s'agit de récupérer les biens mal acquis et de les restituer aux populations qui en ont été spoliées. Il s'agit aussi des dédommagement pour l'esclavage et la colonisation.

Dans la déclaration publiée à l'issue de la conférence de Dakar, les participants exigent des créanciers du Nord de mettre fin à l'exploitation financière et économique de l'Afrique et du Tiers-Monde, et le dédommagement des peuples victimes de la dette pour les préjudices humains, physiques, écologiques qu'ils ont subi.

Aux chefs d'Etats et du Tiers-Monde dont la responsabilité est avérée, il est demandé, la répudiation pure et simple de la dette sans préavis et sans délai, « la constitution d'un Front de refus » pour riposter aux pressions et sanctions qui pourraient en décou-

ler, le rejet des PAS et la restauration en lieu et place, de véritables politiques de développement durables, équitables, respectueux des droits humains et des droits des travailleurs.

La déclaration appelle les forces sociales du Tiers-Monde à imposer leur participation à l'élaboration, l'évaluation et l'exécution de politiques alternatives aux PAS. Les intellectuels, chercheurs et universitaires africains, doivent, eux, s'engager davantage à la recherche de solutions alternatives fondées sur «nos valeurs socio culturelles de solidarité et à partir de nos propres ressources». Les forces de progrès du Nord auront, elles, à renforcer la pression sur les institutions financières internationales et leurs Etats et renforcer leur solidarité avec les forces de progrès et les peuples d'Afrique et du Tiers-Monde.

Une marche ayant regroupé plusieurs centaines de personnes dans les rues de Dakar avec des banderoles dénonçant la tyrannie de la dette et exigeant son annulation et l'adoption d'un modèle de développement alternatif a clôturé les travaux de la Conférence de Dakar sur la dette.

La Banque mondiale et le FMI entreprennent des rencontres avec les chefs d'Etats africains

Dix chefs d'Etats Africains (du Mali, du Niger, de Madagascar, du Burkina Faso, du Ghana, du Nigeria, du Sénégal, du Cap Vert, du Gabon et de la Sierra Leone) se sont retrouvés pendant deux jours, du 19 au 20 février à Bamako avec le président de la Banque mondiale et le Directeur général du FMI pour discuter des moyens de relancer le développement socio-économique de l'Afrique. Ils ont notamment débattu des résultats des programmes d'ajustement structurel, de la lutte contre la pauvreté et de l'intégration de l'Afrique dans le processus de mondialisation, de la dette, de la lutte contre le SIDA et de la résolution des conflits.

Au cours des travaux tenus à huit clos, les chefs d'Etat Africains ont exposé, eux, leur «vision» du développement. Selon eux, le développement de l'Afrique passe par un plus grand rôle de l'investissement privé en même temps que par un appui de la part des institutions financières.

Concernant la dette, les responsables africains ne se sont pas accordés sur les solutions à y apporter : certains, tel que le Président Bongo du Gabon, demande son annulation pure et simple, d'autres, comme le président Wade, estiment que cela n'est pas forcément la panacée. Il faut, dit-il, « d'abord comprendre comment nous sommes endettés, sinon, on annulera, et ça recommencera ».

Les chefs d'Etat d'Afrique font cependant le même constat d'échec des méthodes et programmes mis en œuvre jusqu'ici pour sortir de la crise africaine. Il faut, selon eux, initier une « nouvelle approche » et la lutte contre la pauvreté qui passe « par la définition de projets précis dans des secteurs prioritaires, étudiés à l'échelle sous-régionale et non plus seulement nationale ». Ces projets doivent, selon les responsables africains, être initiés par des gouvernements décidés à créer un «environnement propice» aux investissements privés. Cet environnement suppose la paix, la lutte contre la corruption, contre le sida, etc. En fait, il s'agit là de l'une des principales propositions issues de la rencontre de Bamako.

Des propositions de solutions de sortie de crise sont en cours d'élaboration ont été discutées à Bamako: le Président Wade, du Sénégal, a présenté son plan OMEGA pour l'Afrique, qu'il avait déjà

exposé au Forum de Davos. OMEGA part du constat que le financement par la dette et l'aide avait échoué, et qu'il faut concentrer les efforts sur le financement «des conditions initiales» de développement, à savoir les infrastructures et le capital humain. Le plan proposé par le Président Wade devra faire l'objet d'un travail d'élaboration plus approfondi et sera discuté lors des prochaines échéances de l'OUA.

Les Présidents Obasanjo, (Nigéria), Thabo Mbeki (Afrique du Sud) et Abdelaziz Bouteflika (Algérie), ont présenté quant à eux le «Programme de renaissance de l'Afrique pour le millénaire», qui avait été présenté également au Forum de Davos. Ce programme a été mis au point par ces trois chefs d'Etat à qui l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le Groupe des 77 et le Groupe des non-alignés avaient donné mandat pour préparer un cadre de réflexion sur le développement de l'Afrique. Destiné à sortir le continent du marasme économique et social, ce programme est présenté comme un «partenariat mondial» pour le développement de l'Afrique et pour son intégration dans le monde. Il est censé associer les pays développés, les institutions multilatérales et le secteur privé, en vue de promouvoir la paix et la stabilité, la démocratie, l'éducation, les investissements, le développement d'une stratégie industrielle.

A la suite de la réunion de Bamako, le Président de la Banque et le Directeur du FMI se sont rendus à Dar Es Salam pour un autre sommet avec les chefs d'Etat d'Afrique Centrale, Australe et de l'Est. A l'agenda des discussions, figurent la lutte contre la pauvreté, le renforcement de la croissance, la bonne gouvernance, la santé, les infrastructures, la résolution des conflits, ainsi que la question de la dette, dont le président du Malawi, Bakili Muluzi, a demandé, dès son arrivée, l'annulation pure et simple.

Mais, aussi bien à Bamako qu'à Dar Es Salam, des Ong et des intellectuels ont manifesté contre la Banque et le FMI mettant en cause leurs politiques en Afrique, et leur demandant de procéder à l'annulation de la Dette.

Dans une déclaration publiée à Bamako à l'issue d'une Conférence de presse donnée par des artistes et des intellectuels africains, ces derniers estiment que de telles rencontres sont humiliantes pour la société civile, car, écrivent-ils, «ces deux institutions ne se permettent de telles initiatives qu'en Afrique et non en Amérique Latine, en Asie ou en Europe». Ils tiennent «la BM et le FMI pour responsables de la situation actuelle du continent». Ils déplorent «l'instrumentalisation par ces institutions de certaines pré-occupations majeures des peuples africains dans la perspective de mieux asseoir l'ordre néo-libéral, et l'emprise des puissances extérieures sur leurs ressources et leurs économies».

En Tanzanie, la réaction de la société civile a pris la forme de manifestations, au cours desquelles trois personnes ont été interpellées alors qu'elles déployaient des banderoles dénonçant les institutions de Bretton Woods pour leurs sévères prescriptions économiques dans le Tiers Monde. Des déclarations ont aussi été publiées provenant de différents groupes de la sous région, (Tanzanie, Afrique du Sud, Ouganda).

Dans un an, les responsables de la Banque et du FMI doivent rencontrer à nouveau les Chefs d'Etat africains pour disent-ils «évaluer les progrès de la mise en oeuvre des stratégies dégagées au cours de cette tournée».

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUNTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers - Monde et ICTSD.

Secrétaire Exécutif: Jacques Bugnicourt.

Secrétaire Exécutif à l'International: Youba Sokona.

Responsable de publication:

Taoufik Ben Abdallah

Rédaction: Awa Thiaw, Seynabou Mbodj

Diffusion: Sata Tall

Adresse: B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél: (221) 821-70-37

Fax: (221) 822-2695

E-mail: syspro2@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn>



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif: Ricardo Meléndez-Ortiz

Rédaction: Anja Halle

Tél: (41-22) 917-8492

Fax: (41-22) 917-8093

E-mail: ictsd@ictsd.ch

Web: <http://www.ictsd.org>



PUNTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur: Nicolas Lucas

Rédaction: Mariá Amparo Albán

Téléfax: (593-2) 920 635 / 920 636

E-mail: flla@interactive.net.ec



BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur: Rainer Engels

Rédaction: Martina Schaub

Tél: (49-228) 60492-0

Fax: (49-228) 60492-19

E-mail: tradewatch@germanwatch.org

Web: <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUNTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

BRIDGES Weekly Trade News Digest

Pour vous abonner au bulletin hebdomadaire de l'ICTSD sur le commerce, l'environnement et le développement, envoyez un courrier électronique à: listserv@iatp.org. Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, écrivez: subscribe bridges. La revue est aussi disponible sur le site internet de l'ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.

Toutes les réunions de l'OMC ont lieu à Genève. Les dates peuvent changer. Veuillez contacter l'OMC pour confirmation.
Internet : <http://www.wto.org>. Tous les numéros de téléphone et de Fax de l'OMC commencent par (41-22) 739-
Seuls les numéros de postes sont donnés dans ce document.

Réunions de février à mars

28 février-2 mars	World sustainable energy day 2001. Wels, Australie. Contact : Christine Oehlinger, Tél : +43-732-6584-4861, Fax : +43-732-6584-4383, E-mail : christine.oehlinger@esv.or.at, http://www.esv.or.at
7-9 mars	Troisième Forum Mondial des Politiques de Télécommunications : Protocole Internet. Genève. Contact : Arthur Levin, Tél : 41 22 730 6113, Fax : 41 22 730 6503, E-mail : Arthur.Levin@itu.int, http://www.itu.int
14-16 mars	Atelier sur : Plate-forme collaborative pour la recherche agricole en Afrique subsaharienne. ADRAO. Bouaké - Côte d'Ivoire. Contact : Dr Monty P. Jones, Fax : (225) 31634714, E-mail : m.jones@cgian.org
18 mars	Réunion du Conseil des marchandises
26-27 mars	Réunion du Conseil du commerce des services de l'OMC
27-28 mars	Réunion du Comité de l'agriculture de l'OMC
2-3 avril	Réunion du Conseil sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce
9-12 avril	MERICA et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. ADRAO. Bouaké - Côte d'Ivoire. Contact : Dr Monty P. Jones, Fax : (225) 31634714, E-mail : m.jones@cgiar.org
16-27 avril	CSD-9 : the Ninth session of the Commission on Sustainable Development. New York. Contact : Zehra Aydin-Sipos, Division for Sustainable Development, Tél : +1-212-963-8811, E-mail : aydin@un.org, http://www.un.org/esa/sustdev/csd9/csd9_2001.htm
18-20 avril	Global Agriculture 2020 : which way forward ?. Norwich, UK. Contact : Agric 2020 Conference secretariat, John Innes Centre, Tél : +44-1603-450-581, E-mail : agric.2020@bbsrc.ac.uk, http://www.jic.bbsrc.ac.uk/events/agric2020
1-4 mai	29 ^{ème} Session du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires. Ottawa, Canada. FAO. Code de la réunion : CX-714 29
10-11 mai	Cinquième Consultation sur l'élimination des stocks de pesticides obsolètes en Afrique et au Proche Orient. Rome, Italie. FAO. Code de la réunion AGP-814 5
14-20 mai	Third UN Conference on Least Developing Countries. Brussels, Belgique. Contact : office of the special coordinator for least developing countries, CNUCED, Tél : +41-22-907-5893, Fax : +41-22-907-00-46, http://www.unctad.org/en/subsites/ldcs/document.htm
28 mai-2juin	30 th Session of the International Tropical Timber Council. Yaoundé, Cameroun. Contact : International Tropical Timber Organisation (ITTO), Yokohama, Japon, Tél : +81-45-223-1110, Fax : +81-45-223-1111, http://www.itto.or.jp

Publications et Ressources

Amoako K. Y. Mai 2000. Perspectives on Africa's Development. Commission économique africaine. http://www.uneca.org/what_is_new_home.htm

Amoako K. Y.. Novembre 2000. A new global deal for LDC's : a new global compact with Africa. Commission économique africaine. http://www.uneca.org/what_is_new_home.htm

Asian Pacific Economic Cooperation (APEC). 2000 APEC Economic Outlook. Novembre 2000. APEC Secretariat 438 Alexandra Road # 14-01/04, Alexandra Point, Singapore 11 9958, Tél : (65) 276 1880, Fax : (65) 276 1775, E-mail : jt@mail.apecsec.org.sg

Asian Pacific Economic Cooperation (APEC). Building the future of APEC Economies : move forward on the new economy and entrepreneurship. Novembre 2000. APEC Secretariat 438 Alexandra Road # 14-01/04, Alexandra Point, Singapore 11 9958, Tél : (65) 276 1880, Fax : (65) 276 1775, E-mail : jt@mail.apecsec.org.sg

Asian Pacific Economic Cooperation (APEC). Trade and investment liberalisation in APEC : Economic and Energy Sector Impacts. Mai 2000. APEC Secretariat 438 Alexandra Road # 14-01/04, Alexandra Point, Singapore 11 9958, Tél : (65) 276 1880, Fax : (65) 276 1775, E-mail : jt@mail.apecsec.org.sg

Banque mondiale. Global Economic Prospects and the Developing Countries 2001. Décembre 2000. Banque Mondiale, <http://www.worldbank.org/html/extpb/gep2001.htm>

Carney Diana, Gill Gerard J. 1999. Competitive agricultural technology funds in developing countries. Paper Number 41. ODI. <http://www.odi.org.uk/nrp/index.html>

CNUCED. 2000. The least developed countries : business as usual or a new deal ?. LDCs report 2000

Commission économique africaine. 2000. Reports of the Ad. Hoc Expert Group Meeting on « Study on the future geoinformation activities in Africa ». CEA. <http://www.uneca.org>

Correa Carlos. Integrating Public Health Concerns into Patent Legislation in Developing Countries. Octobre 2000. South Centre (T.R.A.D.E. Working Papers 4) Genève, <http://www.southcentre.org>

Coulter Jonathan, Goodland Andrew, Tallont Anne, Stringfellow Rachel. 1999. Marrying farmer cooperation and contract farming for service provision in liberalising Sub-Saharan Africa. Paper Number 48. Overseas Development Institute (ODI). <http://www.odi.org.uk/nrp/index.html>

FAO. State of Food and Agriculture 2000 – FAO Annual Report. E-mail : publications-sales@fao.org, <http://www.fao.org/docrep/x4400e/x4400e00.htm>

GASTELLU J.M. (ed.), MARCHAL J.Y. 1997. La ruralité dans les pays du Sud, à la fin du XX^{ème} siècle. Centre régional de l'IRD au Sénégal

Killick Tony. 2000. Aid and the political-economy of policy change. Overseas Development Institute (ODI). <http://www.odi.org.uk/publications/aid.html>

Maskus Keith E. 2000. Regulatory Standards in the WTO : Comparing Intellectual Property Rights with Competition Policy, Environmental Protection, and Core Labor Standards. Disponible en ligne à http://www.wto.org/library/admin/uploadedfiles/RegulatoryStandards_in_the_WTO_Comparing_1_2.htm ou à <http://www.iisd.ca/linkages/journal>

OMC. Statistiques du Commerce International 2000. Novembre 2000. http://www.wto.org/french/news_f/press00_f/pr200_f.htm

Singh A. Didar. Electronic Commerce : Issues for the South. Octobre 1999. South Centre (T.R.A.D.E. Working Papers 4) Genève, <http://www.southcentre.org>

Singh Ajit, Zammit Ann. The Global Labour Standards Controversy : Critical Issues for Developing Countries. Octobre 2000. South Centre (T.R.A.D.E. Working Papers 4) Genève, <http://www.southcentre.org>

Zarrilli Simonetta. WTO Agreement on Sanitary and Phytosanitary Measures : issues for Developing Countries. 1999. South Centre (T.R.A.D.E. Working Papers 4) Genève, <http://www.southcentre.org>